



LUNDI 21 DÉCEMBRE 2020

COMLOT GLOBALISTE ? Avec la fin du pétrole, donc de la mondialisation ?

- ▶ **ÉTIENNE KLEIN « JE NE SUIS PAS MÉDECIN, MAIS JE... »** p.1
- ▶ **Loi de la diffusion** (Didier Mermin) p.4
- ▶ **Quand le capital social devient plus précieux que le capital financier** (Charles Hugh Smith) p.7
- ▶ **Colorado : morts par balles ? Non-morts avec le Covid** (Docteur) p.8
- ▶ **Scoop : Macron a attrapé un rhume** (Docteur) p.7
- ▶ **Comment l'État répand l'hystérie de masse** p.11
- ▶ **La croissance verte agrégée est un mirage : nous devons adopter une approche plus scientifique du bien-être de la société** (Caroline White) p.14
- ▶ **Les hybrides rechargeables au cœur d'un nouveau scandale d'émissions : des tests révèlent des taux de pollution supérieurs aux annonces officielles** p.19
- ▶ **Captage et Stockage du CO2 : le puits de carbone géologique** p.21
- ▶ **Submergés par nous-mêmes, la surpopulation** (Biosphere) p.23
- ▶ **CHUTE HISTORIQUE...** (Patrick Reymond) p.24

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **La dépréciation monétaire sera la maladie contagieuse mortelle qui frappera le monde dans les prochaines années.** p.27
- ▶ **Attendre que l'autre chaussure tombe...** (Michael Snyder) p.27
- ▶ **« Report du rapport du DNI au centre de toutes les tractations! »** (Charles Sannat) p.30
- ▶ **Le fonds de retraite disparu** p.35
- ▶ **De la sublimation de l'ego par le referendum!** (Bruno Bertez) p.37
- ▶ **Du mirage de l'inflation au mythe de la toute-puissance des banques centrales.** (Bruno Bertez) p.38
- ▶ **Le rapport entre le prix des actifs boursiers et le prix des biens et des services...** (Bruno Bertez) p.40
- ▶ **2020 : la dernière année avant la ruine des épargnants** p.42
- ▶ **Un effondrement prévisible et inéluctable** (Bruno Bertez) p.44
- ▶ **Airbnb, dot-coms et bonbons** (Bill Bonner) p.46

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

ÉTIENNE KLEIN « JE NE SUIS PAS MÉDECIN, MAIS JE... »

31 MARS 2020 / 10 H / N° 25

OFFERT EN PÉRIODE DE CONFINEMENT

J-P : *texte intéressant, mais insuffisant. L'exemple en début de texte est vraiment TRÈS mal expliqué. C'est d'ailleurs pour cela que je dis toujours que les statistiques sont un piège à cons et à pas-cons.*

*Il n'explique qu'une seule idée : il dénonce les discours politiques qui se prétendent scientifiques. C'est peu. J'aurais aimé qu'il s'étende un peu sur la politique lié à ces discours. Une **approche objective et plus complète** (c'est-à-dire englobant les pous et les contres suivant le principe médical « surtout ne pas nuire »), comme la science sait le faire, de la politique en rapport avec la (fausse) pandémie aurait été très utile pour tous.*

Il ne faut jamais oublier que la politique n'est pas une science ou un sujet scientifique (c'est pourquoi Étienne Klein n'en parle pas même s'il a, évidemment, une opinion à ce sujet). Il n'existe pas de doctorats en politique (DcP à côté du nom d'un président). Les politiciens eux-mêmes ne sont que des imposteurs : ils nous font croire, entre autre, qu'ils ont des solutions qui fonctionnent. Ils nous font croire, prétention encore plus grave, qu'un petit groupe de gens (le président et son équipe) est capable gouverner des millions, voire des milliards (en Chine 1,5 milliards) de personnes. C'est (humainement) impossible.

La médecine, cette « science », est trop souvent une recherche de la vérité (scientifique)... par les statistiques (qui sont elle-même, rappelez-vous, trop souvent des pièges à cons et à pas-cons).



Faisons une expérience de pensée. Imaginons que dans une population donnée apparaisse une nouvelle maladie, qui affecte une personne sur mille. *<Ce chiffre de 1 sur 1000 n'a rien à faire dans les calculs suivants.>*

Les symptômes de cette pathologie n'étant ni visibles ni ressentis, nul ne sait dire qui est malade et qui ne l'est pas. Mais les chercheurs s'activent et finissent par mettre au point un test de dépistage dont la fiabilité est de 95 % et que l'on fait passer à l'ensemble de la population. Cela signifie que ;

toute personne malade est détectée positive, mais que sur **100 personnes** non malades, en moyenne 95 sont négatives au test et 5 se révèlent au contraire positives, c'est-à-dire sont ce qu'on appelle des « faux positifs ». Soit maintenant 1 personne qui se révèle positive au test : quelle est la probabilité qu'elle soit malade ? Si vous réalisez un sondage dans votre entourage, vous constaterez que la proportion de ceux qui répondent « 95 % » à cette question est très élevée. Or, la bonne réponse est... seulement de 2 % !

Autrement dit, une personne positive au test a 98 chances sur cent de ne pas être malade ! Ce résultat violemment contre-intuitif s'obtient à l'issue d'un raisonnement qui est pourtant simple. Appliquons le test de dépistage à une cohorte de mille personnes. En vertu de notre hypothèse, cette population contiendra en moyenne une personne malade, qui sera à coup sûr positive au test, et 999 personnes non-malades. Compte tenu de notre seconde hypothèse, cinq pour cent de ces dernières – soit cinquante personnes – seront donc détectées positives par erreur. Au total, cinquante et une personnes se révéleront positives au test, alors qu'une seule parmi elles est malade. La probabilité qu'une personne soit malade si elle a été positive au test est donc égale à un divisé par cinquante et un, soit environ 2 %.

Conclusion : pour le cas d'école ici envisagé, c'est-à-dire où la proportion de malades dans la population est très faible (ce qui ne correspond nullement, je le précise afin d'éviter tout malentendu, à la situation actuelle), il apparaît qu'un test fiable à 95 %, ce qui semble être un bon score, est moins utile

que ce qu'on imagine spontanément. Évidemment, il ne faudrait pas en déduire – ce serait à la fois stupide et faux – que les tests de dépistage n'ont pas d'intérêt puisqu'ils sont au contraire indispensables ! Il s'agit simplement de prendre conscience que la question de leur fiabilité est cruciale : dans l'exemple particulier que nous avons choisi, pour que le test donne des résultats vraiment tranchants, il faudrait que sa fiabilité soit encore plus proche de 100 %, ainsi qu'une formule simple permet de le démontrer¹. Dans les situations où la prévalence est bien plus grande que 1/1000, par exemple lorsque la maladie touche 5 % de la population, alors la probabilité qu'une personne positive au test soit malade grimpe à 51 % si la fiabilité du test est toujours de 95 %.

Cette conclusion surprenante prouve que notre cerveau peut être victime, ici ou ailleurs, de biais cognitifs. Elle illustre également le fait que la science ne se confond ni avec la déclinaison en roue libre de l'intuition, qu'elle prend souvent à contre-pied, ni avec le fameux « bon sens », qu'elle contredit presque toujours. Or, à l'occasion de cette épidémie de Covid-19, nous voyons se propager, notamment sur les réseaux sociaux, une forme très intense et très contagieuse de « démagogie cognitive », c'est-à-dire d'un type de discours qui promeut des points de vue intuitifs et souvent erronés sur toutes sortes de sujets. Par exemple, à propos de tel ou tel traitement dont l'efficacité éventuelle n'est pas encore formellement établie – et pour cause, cela demande du temps et réclame un gros travail de recherche ! –, on a pu lire sous la plume de certains responsables politiques (qui, heureusement, ne sont pas – ou plus – aux affaires...) de courtes déclarations commençant par : « Je ne suis pas médecin, mais je pense que... »

1. Dans le cas général, si l'on note p la proportion de malades dans la population et f la fiabilité du test telle que définie dans le texte, alors la probabilité qu'une personne positive au test soit malade est égale à $p/[p + (1-p)(1-f)]$.

Ainsi est-il devenu possible d'avoir suffisamment confiance dans son seul ressenti (sans doute dopé en intraveineuse par un surdimensionnement de l'ego) pour trancher d'un simple coup de phrase – en reconnaissant ne rien y connaître ! – des questions vertigineusement complexes.

Par l'effet de quelque étrange paradoxe postmoderne, se savoir ignorant n'empêche donc plus de se considérer tout de même comme un savant, et de très vite le faire savoir urbi et surtout orbi. Croire savoir alors même qu'on sait ne pas savoir, telle me semble être devenue la véritable pathologie du savoir. Les vrais sachants, les spécialistes, les experts n'ignorent pas le savoir, eux, et ils savent également dire ce qu'ils ignorent : ils savent ce qui est déjà établi, mais aussi tout ce qui fait encore trou dans la connaissance, tout ce que le savoir ne contient pas encore et qu'ils viennent inquiéter.

C'est pourquoi j'ai été fort soulagé d'assister devant mon écran de télévision à la conférence de presse donnée le 28 mars 2020 par le Premier Ministre et le Ministre de la Santé : leurs propos étaient séquencés par les interventions de professeurs de médecine et de chercheurs, respectueusement accueillis, qui expliquèrent de façon limpide et argumentée, d'une part ce qu'ils savaient, d'autre part ce qu'ils ne savaient pas. À propos de tel ou tel sujet dont ils sont spécialistes, ils explicitèrent leurs certitudes, leurs lacunes, leurs doutes, les espoirs qu'ils mettent dans les recherches cliniques en cours. Leur humilité compétente détonnait par rapport à l'aplomb arrogant et laconique des innombrables *je ne suis pas médecin, mais*. Pour une fois, grâce à cette mise en scène peu ordinaire, le savoir sembla faire jeu égal avec le pouvoir.

Dans *Vérité et véracité* (Gallimard, 2006), le philosophe Bernard Williams avait fort justement étayé l'idée que notre société se trouve parcourue par deux courants de pensée qui sont à la fois contradictoires et associés. D'une part, il existe un attachement intense à la véracité, qui s'exprime par le souci de ne pas se laisser tromper, par une détermination à crever les apparences pour détecter d'éventuelles motivations cachées derrière les discours officiels. Mais, d'autre part, à côté de ce refus – parfaitement légitime – d'être dupe, il existe une défiance tout aussi grande à l'égard de la vérité elle-même : la vérité existe-t-elle vraiment, se demande-t-on ? Si oui, peut-elle être autrement que relative, subjective, temporaire, instrumentalisée, culturelle, corporatiste,

contextuelle ? La chose étonnante, expliquait Bernard Williams, est que ces deux attitudes – le désir de véracité et la suspicion à l'égard de la vérité – qui devraient normalement se combattre et même s'exclure mutuellement, se révèlent en pratique parfaitement compatibles. Elles sont même mécaniquement liées puisque le désir de véracité enclenche un processus critique généralisé qui vient ensuite fragiliser l'assurance qu'il y aurait, sinon des vérités accessibles, du moins des contre-vérités démontrables, en tant que telles.

Chacun l'a d'ailleurs bien vu : depuis quelques décennies, ce phénomène dynamiquement très efficace a contribué à affaiblir le crédit des scientifiques, en même temps qu'il a universalisé la suspicion à l'endroit de toutes les formes d'expressions institutionnelles.

En la matière, la catastrophe sanitaire que nous traversons pourrait-elle changer la donne ? Cela n'a rien de certain, mais par son ampleur et sa radicalité, la pandémie en cours éclairera sans doute d'une lumière neuve les relations ambivalentes que notre société entretient avec les sciences et la recherche. Dans *Le Théâtre et son double*, Antonin Artaud faisait remarquer que la peste a ceci de commun avec le théâtre qu'elle pousse les humains à se voir tels qu'ils sont : « Elle fait tomber le masque (sic !), écrivait-il, elle découvre le mensonge, la veulerie, la bassesse, la tartufferie. » En marge des ravages qu'il a déjà faits et qu'il va continuer à répandre, le petit coronavirus nous poussera-t-il à relativiser notre relativisme ? À considérer que tous les discours ne se valent pas, que certains sont moins vrais que d'autres ? Allons-nous finir grâce à lui par gommer en nos esprits l'idée que les connaissances scientifiques seraient toujours superficielles et arbitraires, de simples opinions collectives d'une communauté particulière, sans le moindre lien avec la réalité ?

Cela n'a rien de certain, mais par son ampleur et sa radicalité, la pandémie en cours éclairera sans doute d'une lumière neuve les relations ambivalentes que notre société entretient avec les sciences et la recherche. **Étienne Klein**

ÉTIENNE KLEIN EST PHILOSOPHE DES SCIENCES ET DIRECTEUR DE RECHERCHE AU COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE (CEA). PRODUCTEUR DE L'ÉMISSION « LA CONVERSATION SCIENTIFIQUE » SUR FRANCE CULTURE, IL A ÉCRIT PLUS D'UNE TRENTAINE D'OUVRAGES.

Loi de la diffusion

Didier Mermin 28 avril 2020

<J-P : article exceptionnel de Didier Mermin.>



Quand une personne abandonne un sac en plastique au bord de la route, que fait-elle « exactement » ? Pas grand-chose en vérité. Elle abandonne un sac en plastique, voilà tout. Pour affirmer qu'elle « pollue », il faut **replacer** son geste dans un cadre immense conçu par les scientifiques, et qui commence par « l'environnement », quelque chose qui englobe mais dépasse le petit bosquet où le sac a été abandonné. Il faut

ensuite, par **une opération mentale additive**, lui adjoindre les autres personnes qui font de même. Il faut ensuite penser qu'il restera sur place durant des siècles, et qu'il tombera en morceaux jusqu'à se réduire en fragments microscopiques qui finiront absorbés par la faune locale. Il faut aussi *imaginer* qu'il pourrait être emporté par une crue d'un ruisseau tout proche <ou le vent>, et finir dans l'océan où il sera mangé par les oiseaux et animaux marins. **Rien de tout cela n'est « visible ».**¹

Tout oppose le **geste initial** et celui habillé de ses **conséquences**. Le premier peut être perçu, il ne signifie rien, il est unitaire, local, et arrive par hasard. Il peut dépendre d'une mauvaise habitude de son auteur, relever d'une négligence ponctuelle ou de circonstances particulières. Le second ne trouve son existence que par la pensée, est invisible de l'auteur, prend le sens d'une pollution, se présente comme fragment d'un tout non localisé, et répond aux lois naturelles qui prolongent le geste initial.

Il paraît que les fumeurs japonais transportent sur eux une petite boîte pour récupérer leurs mégots. Ont-ils adopté cette pratique par souci écologique ? C'est peu probable. Dans ce pays où le « *consensus social* » est très fort, ils auraient trop honte de souiller trottoirs et caniveaux. [Au Japon, la propreté est systémique](#), un exemple à méditer.

« *Il n'y a de loi que ce qui cloche* » aurait dit Lacan, (qui pouvait donc, à l'occasion, se montrer compréhensible du commun des mortels). Cela étant posé, considérons la photo suivante :



N'y voit-on pas d'abord « *quelque chose qui cloche* » ? C'est évidemment l'accumulation des déchets qui va jusqu'à masquer la présence du fleuve. Mais qu'y a-t-il qu'on ne voit pas ? Ce qu'a dit Lacan : une loi.

Quand on reproche aux consommateurs de polluer, l'on fait commencer la **diffusion** de la pollution au moment où elle « *entre* » dans « *l'environnement* ». Mais c'est une vision analytique qui découpe le phénomène de façon arbitraire. En réalité, la diffusion de la pollution, ayant **d'abord** pour **vecteur** les produits industriels en tous genres, **commence à la sortie des usines, mines et champs de pétrole** <*d'où sont extraites les matières premières*>, emprunte les réseaux de transport pour rejoindre d'autres usines <*où sont produits les objets finaux*>, des entrepôts ou des magasins, se disperse dans les lieux d'habitation, et n'entre dans « *l'environnement* » qu'après avoir erré comme une bille de flipper dans « *l'anthroposphère* ». ²

Rien de plus naturel, et malheureusement d'**irrépressible**, que la diffusion de quelque chose dans un milieu. Si les détritiques de la photo avaient, pour une raison quelconque, suivi un autre chemin, ils n'auraient certes pas pollué ce fleuve-là, mais **auraient diffusé quand même**, car rien ne peut s'évaporer comme Jésus de son tombeau. Ils auraient donc pollué un autre fleuve ou d'autres sites de par le vaste monde, ou encore

l'atmosphère à la sortie d'un incinérateur, (avant d'être dispersés par les vents et de retomber au sol), mais auraient continué, par un chemin ou l'autre, leur inexorable diffusion.

Quand on comprend que cette diffusion obéit à une loi physique, l'on comprend du même coup que rien ne peut l'entraver, et donc qu'il n'y a rien à faire sinon **la stopper à la source en arrêtant les usines**. L'on peut aussi rêver d'une industrie qui cesserait de produire des polluants, mais cela nous entraînerait trop loin et nulle part.

L'illusion que la pollution pourrait être contenue vient du fait qu'elle est produite par des moyens « *sous contrôle* ». Les catastrophes où elle se montre de façon fracassante, par exemple à [Seveso](#) en 1976, révèlent *a contrario* l'existence de ce contrôle, lequel ne faillit que sporadiquement lors de malheureux « *concours de circonstances* ». Les enquêtes révèlent à chaque fois une cascade de défaillances, d'incidents et d'anomalies, (généralement précédées d'alertes restées sans effets), mais l'on jure devant Dieu qu'on ne le reverra jamais plus. Ce n'est pas vraiment mensonger, car la maîtrise des processus progresse d'année en année, mais chaque catastrophe laisse intact et même renforce le credo de base : « *Oui, on manipule des produits toxiques et dangereux, mais sous contrôle.* » (D'où l'interrogation qui en découle logiquement : pourquoi ne pas alléger les mesures législatives « *tatillonnes* » puisque « *tout est sous contrôle* » ?...)

Malheureusement, **la loi de diffusion** ne l'entend pas de cette oreille. Elle se fiche royalement que vos produits soient ou non « *sous contrôle* », qu'ils soient utiles ou futiles, toxiques ou inoffensifs, qu'ils s'échappent dans la nature par ici ou par là, sous telle forme ou telle autre, aujourd'hui ou demain, par temps de paix ou de guerre, par accident ou négligence, de façon légale ou illégale, visible ou invisible, à cause d'un producteur, d'un transporteur ou d'un consommateur. Quoi que vous fassiez ou ne fassiez pas, la diffusion a été amorcée par la production, et ne prendra fin qu'à la dislocation complète des produits.

N'en déplaise aux pangloss en tous genres, cette loi de la diffusion signe **l'impuissance ontologique** des humains faces à la pollution. Elle révèle que son contrôle ne peut que nous échapper, non pour des raisons techniques, réglementaires, culturelles, mentales ou morales et tout ce qu'on veut, mais parce qu'il est impossible de se soustraire aux lois de la nature : l'on peut seulement en jouer, avec plus ou moins de bonheur. (Se rappeler [Icare](#), autre mythe négligé.)

<Richesse = pollution, un point c'est tout. Les lois de nos sociétés n'y change rien.>

Puisque désormais il s'avère que l'on a beaucoup joué mais pas sur les bons numéros, nous ne commencerons à être (timidement) optimiste qu'après que **le pessimisme aura été établi en vertu cardinale**.

L'optimisme reste cependant une qualité individuelle primordiale pour agir, supporter les vicissitudes, aider et secourir son prochain, améliorer sa condition, etc. Mais **la société**, ayant d'autres finalités que celles des individus, n'a pas à être optimiste, elle **doit nourrir un esprit critique** strictement nécessaire à sa survie et au bien-être de tous ses membres.

A en juger à ce que montrent les médias et les réseaux sociaux, l'on distingue deux catégories : **ceux qui veulent comprendre sans faire, et ceux qui veulent faire sans comprendre**. Votre serviteur se range bien sûr dans la première. Il serait tenté d'ajouter : **comprendre, c'est comprendre qu'on ne peut rien faire**. (Contre certaines choses s'entend, sinon il est toujours possible de jouer aux cartes ou de cultiver son jardin.)

L'action l'emporte toujours sur la raison, l'une et l'autre ne jouent pas à armes égales.

Rubrique ~ *Nos Conseils Pratiques* ~ : la conversation vous ennue et vous aimeriez que vos amis changent de sujet ? Rien de plus facile, citez un exemple ! Même s'il n'a qu'un rapport lointain avec les thèses débattues, la conversation déviara sans coup férir et l'ennuyeux sujet sera aussitôt oublié.

Illustration : « [Not Fun Facts About Pollution](#) »

Plus de publications sur Facebook : [Onfonedanslemur](#)

1 Une récente étude affirme d'ailleurs que « [la majorité du plastique des océans n'est plus visible](#) ».

2 On verra plus tard pour une définition de l'anthroposphère, et si ça devient indispensable à notre propos.

Quand le capital social devient plus précieux que le capital financier

Charles Hugh Smith Jeudi 17 décembre 2020

Cette dévaluation de la richesse financière - et sa transformation en un passif dangereux - atteindra des extrêmes équivalents aux extrêmes actuels de l'inégalité des richesses et des revenus.

Le capital financier - l'argent - est l'Anneau qui les gouverne tous. Mais ce pouvoir pourrait-il tomber en disgrâce ? Pour poursuivre la discussion de cette semaine sur l'idée que ces extrêmes conduisent à des révolutions, considérons la présomption de base de l'économie mondiale, qui est que *l'argent est la chose la plus précieuse dans l'Univers* parce que le propriétaire de l'argent peut acheter n'importe quoi, car tout est à vendre. La seule question qui se pose est celle du prix.

Le retour à la moyenne est une dynamique statistique, mais c'est aussi une dynamique sociale humaine : par exemple, une fois que le pendule social / financier / politique atteint les extrêmes de l'âge d'or en matière de richesse / d'inégalité des revenus, le pendule revient en arrière. Plus l'inégalité est extrême, plus l'extrême résultant à l'autre extrémité du balancement du pendule est important.

À l'apogée du boom d'après-guerre, au début des années 60, la finance - banques, prêts, hypothèques, crédits, banques d'investissement, produits dérivés, contrats à terme, devises, toutes les opérations sur les marchés financiers, sociétés de recherche, fonds spéculatifs, fonds communs de placement, etc. Elle dépasse aujourd'hui 20 % de l'économie. Son rôle et son impact réels sont bien supérieurs à 20 %. La finance est aujourd'hui la force dominante de l'économie en termes de création de richesse et d'influence.

(Ceci est parallèle à la santé, qui est passée de moins de 5 % de l'économie à 20 % dans le même laps de temps).

Si la finance crée quelques emplois, elle est essentiellement extractive : elle ne produit pas de biens, elle extrait la richesse de l'économie productrice de biens par le biais de l'endettement et de la spéculation.

On peut donc s'attendre à un retour qui ramènera la finance à 5 % de l'économie. Comment ce retour à un rôle beaucoup plus contraint et modeste dans l'économie se fera-t-il ?

Il y a beaucoup à dire sur un processus aussi complexe et conséquent, mais aujourd'hui, je veux me concentrer sur une dynamique potentielle : l'idée que le capital social - nos liens et notre loyauté envers les groupes et les autres personnes - deviendra plus précieux que la richesse financière, c'est-à-dire l'"argent".

Les 45 dernières années peuvent être caractérisées comme l'ascension de la finance : la finance régit tout. La plupart des gens diraient que cela a été vrai pour toute l'histoire de l'humanité, mais ce n'est pas aussi simple.

Dans de nombreux cas, la loyauté, l'adhésion et le dévouement à des causes dépassent de loin l'influence de l'argent. En période de grave pénurie de main-d'œuvre, le travail a plus de valeur que l'argent, dans le sens où c'est le travail qui fixe le prix du travail plutôt que le capital qui fixe le prix.

Cet article a attiré mon attention il y a quelques semaines : Les riches de New York font face à un mot inconnu : Non. La pandémie fait monter les inégalités en flèche, mais les privilégiés découvrent de plus en plus qu'ils ne peuvent pas plier le monde à leur volonté.

Les riches sont habitués à acheter ce qu'ils veulent avec de l'argent, et la possibilité qu'il y ait des limites au pouvoir de l'argent les choque.

Ces limites peuvent prendre des formes politiques, telles que des limites réglementaires sur ce que la richesse peut acheter, des formes financières, telles que l'interdiction de certains écrémages spéculatifs, et elles peuvent également prendre des formes sociales, où les gens refusent de fournir un bien ou un service contre de l'argent parce qu'il a été réservé à la famille, aux amis ou à des échanges au sein de réseaux de confiance où l'adhésion ne peut être achetée à n'importe quel prix.

Voici un exemple simple. Disons que j'ai une belle-famille à côté de ma maison. Il a été promis à un membre de ma famille, et donc, lorsqu'un locataire potentiel m'offre 1 000 \$ par mois pour le louer, je refuse.

Dans un monde sans âme, sans amarrage et régi par l'argent, le locataire potentiel estime que le "problème" (mon refus) peut être résolu avec plus d'argent. Il m'offre donc 1 500 dollars par mois. Je refuse, car les liens familiaux sont plus importants et plus précieux que quelques dollars de plus.

Le "problème" pour les riches n'est pas l'argent ; le "problème" est que les liens sociaux, les obligations et les engagements sont plus précieux et plus contraignants que l'argent.

Les riches partent du principe que "tout le monde a un prix", un truisme prouvé par Jeffery Epstein, qui a acheté son entrée à Harvard, au MIT, etc. avec des liasses de billets.

Mais à mesure que le statu quo s'effiloche, les riches découvriront que tout le monde ne peut pas être acheté. En effet, accepter un gros pot-de-vin pourrait mettre fin à toutes sortes de relations bien plus précieuses.

Ainsi, il me semble probable que le capital social - nos relations, nos loyautés, nos adhésions, nos obligations et nos liens - deviendra plus précieux et que le capital financier deviendra non seulement moins précieux, mais aussi une véritable responsabilité - une "marque de la bête" si vous voulez.

Cette dévaluation de la richesse financière - et sa transformation en un dangereux passif - atteindra des extrêmes équivalents aux extrêmes actuels de la richesse - l'inégalité des revenus : en d'autres termes, un extrême - extrême dans lequel essayer d'acheter ce qui ne peut pas être acheté sera le chemin d'une pauvreté pas comme les autres.

Un renversement de cette ampleur est considéré comme "impossible". Nous verrons bien.

Colorado : morts par balles ? *Non morts avec le Covid*

By Docteur December 18, 2020



En gros plan, photo d'une machine à distribuer le Covid. Avantage : le pronostic vital sera engagé... définitivement. Pour toujours. Terminement quoi.

Après les accidents de la route ([lire ici](#)), une nouvelle preuve de la comédie des bilans des covidécès.

Dans le Colorado, le médecin légiste d'un bled s'inquiète de voir comment le département de la santé classe les covidécès.

Sur 5 dernièrement recensés... 2 avaient tués... par armes à feu.

Bock says because they tested positive for COVID-19 within the past 30 days, they were classified as "deaths among cases." (source [4CBS Denver](#))

L'état affirme qu'il doit remonter les informations au CDC, en distinguant 2 groupes :

Deaths due to COVID-19:

This is based on CDC coding of death certificates where COVID-19 is listed as the cause of death or a significant condition contributing to death.

Deaths among COVID-19 cases:

This reflects people who died with COVID-19, but COVID-19 may not have been the cause of death listed on the death certificate.

Toute l'arnaque est logée dans le "may"... = P'têt ben qu'oui, ou p'têt ben que non.

Sauf que dans cet exemple, l'hilarité est franche... Les mecs se font défourailler western style, mais ces décès ne seront pas perdus pour tout le monde puisqu'ils seront comptabilisés malgré tout dans un groupe labellisé Covid ("death among Covid-19 cases").

Je rappelle que ces délires ont lieu dans tous les pays... certains poussant même le bouchon encore plus loin, la Belgique par exemple où tout décès est... classé Covid si il y a le moindre... *soupçon* (le mec a éternué avant de mourir d'une crise cardiaque ? Covid).

C'est pour cette raison que la **Belgique détient le record du monde du nombre de "covimorts" par million d'habitants** (1 574 !!!! alors que la France est à 912 et l'Allemagne à... 300, [source Worldometer](#)). On mesure ainsi **le degré de stupidité crasse, suintante** des Belges. Mais passons ([lire article du Parisien](#)).

La France, autre exemple, peut s'enorgueillir d'un cas extraordinaire.

Un pauvre homme s'était éclaté le crâne en tombant dans l'escalier, à son domicile... Il fut officiellement **le premier mort du Covid dans le Tarn-et-Garonne**.

Vous n'y croyez pas ? [Vous avez tord...](#)

Les bilans des covidécès sont tous bidonnés, disons grossièrement surestimés, et ce dans le monde entier.

Le cas le plus fréquent étant bien entendu les personnes très âgées et bourrées de comorbidités...

Elles meurent parfois avec le Covid... mais seront classées derechef dans les morts du Covid.

Toute la chaîne est ainsi délibérément corrompue : depuis les “cas” (tests PCR foireux, avec des réglages CT totalement fantaisistes) jusqu’aux “décès” (dans la grande majorité, des vieux malades qui meurent de tout sauf du Covid, mais qui sont malgré tout ajoutés au bilan).

L’objectif est unique et global : faire peur aux populations. Et entretenir la covidémence.

Scoop : Macron a attrapé un rhume

By Docteur December 17, 2020



Manu a attrapé froid !

Ben alors Manu ? T’as pas mis ton masque ? Tu n’as pas respecté les “gestes barrières” ? Tu n’as pas rempli ton attestation ? Tu t’es trompé de gel en te lavant les mains ?

Emmanuel Macron a été diagnostiqué positif au Covid-19.

Le président de la République s’est placé en isolement, mais « continuera de travailler ». Le premier ministre, Jean Castex, s’est lui aussi isolé. ([source Le Monde](#))

Le gag est énorme. Et tellement téléphoné... A quelques jours de la fameuse période à risques : Noël.

L’ado perturbé de l’Elysée nous fait sa Sophie Wilmès, du nom de la politicienne belge, sorte de Folle du Poitou, qui s’était faite hospitaliser soit disant couillonavirée... en buvant du champagne (voir [témoignage ici](#)).

Ce type est complètement obsédé par l’idée de faire parler de lui, c’est pathétique.

Ta tronche n'est pas une forme de politique Manu. On s'en tape de ton nez qui coule, de tes obsessions, de tes névroses.

Tu as réglé le CT de ton test PCR à 78 ? Tu as demandé une expertise auprès du professeur Raoult ?

Allez Manu, fais-toi un bon grogue et arrête de nous casser les grelots avec tes mises en scène à 3 francs.

Et tu as pensée à maman ?

Un conseil : de l'HCQ, des antibiotiques et de l'ivermectine... On ne sait jamais, au vu de son âge canonique !

Enfin on notera l'avantage pratique de cette *terrible infection virale* au sommet de l'état : Manu pourra esquiver le vaccin !

Puisqu'il sera plein d'anticorps, avec des gros muscles luisants.



Le président de la République française est sauvé ! On le voit ici entouré par de nombreux anticorps contre le terrible Covid-19.

Comment l'État répand l'hystérie de masse

Philipp Bagus 17 décembre 2020 Mises.org



MISES WIRE



L'histoire de l'hystérie de masse, ou maladie sociogène de masse, est fascinante. Les cas d'hystérie de masse sont documentés depuis le Moyen Âge. Permettez-moi de mentionner quelques-uns des cas les plus récents.

Lorsqu'une pièce radiophonique d'Orson Welles, *War of the Worlds*, a été diffusée en 1938 peu après la

suspension des accords de Munich, la pièce aurait provoqué la panique des auditeurs, qui pensaient être attaqués par les Martiens.

Un autre cas intrigant est un épisode d'une émission de télévision portugaise intitulée "Fraises avec du sucre". Dans cet épisode, les personnages ont été infectés par un virus qui mettait leur vie en danger. Après la série, plus de trois cents élèves ont rapporté des symptômes similaires à ceux des personnages de la série, comme des éruptions cutanées et des difficultés respiratoires. Certaines écoles ont même fermé. L'Institut national portugais pour les urgences médicales a conclu que le virus n'existait pas dans la réalité et que les symptômes étaient causés par une hystérie de masse.

De même, sur le vol 203 d'Emirates en septembre 2018, des dizaines de passagers ont commencé à croire qu'ils étaient malades après avoir observé d'autres passagers présentant des symptômes semblables à ceux de la grippe. Suite à cette panique, tout le vol a été mis en quarantaine. Au final, seuls quelques passagers ont eu un rhume ou la grippe saisonnière.

Il est bien connu qu'il existe des effets nocebo, qui sont à l'opposé des effets placebo. Grâce à l'effet placebo, une personne se remet d'une maladie parce qu'elle s'y attend. En revanche, lorsque nous subissons un effet nocebo, nous tombons malades simplement parce que nous nous attendons à tomber malade.¹ Dans une prophétie qui se réalise d'elle-même, l'attente peut provoquer les symptômes. L'anxiété et la peur exacerbent ce processus.²

L'hystérie de masse peut provoquer des symptômes. De plus, l'hystérie, qu'elle soit collective ou non, fait que les gens se comportent d'une manière que des personnes prudentes non touchées par l'hystérie considéreraient probablement comme absurde. Des recherches empiriques peuvent être menées pour déterminer si et dans quelle mesure le monde a souffert d'hystérie de masse pendant l'épidémie de covid-19.³ Nous avons tous vu des gens accumuler du papier toilette, porter des masques en conduisant seuls en voiture, ou entendu des histoires de personnes qui ne quittaient pratiquement pas leur maison pendant des mois. Nous connaissons également des personnes qui ont peur du virus même si leur propre risque de décès est minuscule.

Bien qu'il soit certainement intéressant d'étudier la possibilité d'une hystérie de masse corona, je voudrais me concentrer ici sur une question plus fondamentale, à savoir dans quelle mesure l'existence de l'État peut exacerber l'hystérie de masse. Il est certain qu'il peut y avoir des cas d'hystérie de masse dans une société libre, en raison du biais de négativité du cerveau humain. Nous nous concentrons sur les nouvelles négatives et nous souffrons de stress psychologique lorsque nous pensons ne pas avoir le contrôle. Cela peut également se produire dans une société libre lorsque les nouvelles négatives prévalent. Pourtant, dans une société libre, il existe certains mécanismes d'autocorrection et des limites qui rendent plus difficile la spirale de l'hystérie de masse.

Comme mécanisme correcteur, il existe des stratégies bien connues pour réduire la peur et l'anxiété. Dans une société libre, les gens sont libres de faire usage de ces stratégies. On peut libérer les tensions de son corps par le sport et les exercices. De plus, il est essentiel de trouver des distractions aux nouvelles négatives et de socialiser. Dans une société libre, ces distractions abondent.

Il est vrai que l'hystérie peut conduire les gens à s'infliger d'énormes dommages à eux-mêmes et aux autres. Pourtant, dans une société libre, il existe une limite essentielle aux ravages causés par l'hystérie de masse, et cette limite est le droit de propriété privée. Dans une société libre, l'hystérie de masse ne peut pas conduire à une violation massive des droits de propriété privée par l'État, simplement parce que l'État n'existe pas.

De plus, si toute personne souffrant d'hystérie de la santé peut volontairement fermer son entreprise, porter un masque ou rester chez elle, dans une société libre, personne ne peut forcer les autres personnes qui ne succombent pas à l'hystérie à fermer leur entreprise, à porter un masque ou à se mettre en quarantaine. Une petite minorité qui continue à vivre normalement et qui est libre de le faire peut être un signal d'alarme pour ceux qui ont succombé à l'hystérie de masse, en particulier les cas limites. Imaginez qu'un petit groupe de

personnes continue à faire ses courses, à travailler, à respirer librement, à rencontrer ses amis et sa famille, et qu'elles ne meurent pas. D'autres peuvent alors suivre leur exemple et le groupe d'hystériques se réduit.

Si les destructions infligées par l'hystérie de masse sont limitées par les droits de propriété privée dans une société libre, de telles limites n'existent pas lorsqu'il y a un État.⁴ En effet, un groupe bien organisé qui a succombé à l'hystérie de masse peut prendre le contrôle de l'appareil d'État et imposer des mesures au reste de la population et infliger des dommages indicibles. **La possibilité d'une hystérie de masse est une raison importante pour laquelle l'institution de l'État est si dangereuse.**

De plus, alors que dans une société libre il existe des mécanismes qui réduisent les paniques de masse, l'hystérie de masse peut être exacerbée par l'État pour plusieurs raisons :

Tout d'abord, l'État peut interdire et, comme dans le cas de l'épidémie de covid-19, il le fait, les activités qui réduisent la peur et l'anxiété, telles que le sport et les divertissements. L'État favorise en fait l'isolement social, contribuant à l'anxiété et à la tension psychologique, ingrédients qui stimulent l'hystérie de masse.

Deuxièmement, l'État adopte une approche centralisée pour traiter la source de l'hystérie, dans notre cas la menace perçue d'un virus. L'État impose sa solution, et en conséquence il n'y a pas ou très peu d'expérimentation pour résoudre le problème. Les personnes qui n'ont pas succombé à l'hystérie et qui s'opposent à l'approche de l'État sont supprimées. Ils ne peuvent pas démontrer d'autres moyens de faire face à la "crise", car ces moyens alternatifs sont interdits par l'État. En conséquence, la pensée de groupe augmente et l'hystérie se nourrit d'elle-même, car aucune alternative n'est présentée aux gens.

Troisièmement, dans un État, **les médias sont souvent politisés**. Les organes d'information et les plateformes de médias sociaux ont des relations étroites avec l'État. Les médias peuvent être directement détenus par l'État, tout comme les chaînes de télévision publiques, ils peuvent avoir besoin d'une licence d'État pour fonctionner, ils peuvent rechercher la bonne volonté des organismes d'État, ou peuvent simplement être composés de personnes qui ont été éduquées dans des écoles publiques. Ces agences de presse et ces plateformes de médias sociaux se livrent à des campagnes d'information négatives massives, effraient intentionnellement les gens et suppriment les informations alternatives. Si les gens écoutent, regardent ou lisent des histoires négatives et partiales toute la journée, leur stress psychologique et leur anxiété augmentent. L'hystérie de masse parrainée par un secteur médiatique partial peut devenir incontrôlable.

Quatrièmement, les nouvelles négatives provenant d'une source faisant autorité sont particulièrement néfastes pour la santé psychologique et produisent de l'anxiété. S'il existe dans la société une institution de pouvoir total telle que l'État qui intervient dans la vie des gens de la naissance à la mort⁵, les annonces de ses représentants acquièrent du poids. Beaucoup de gens attachent une grande autorité à ces représentants et aux avertissements des institutions de l'État. **Ainsi, lorsqu'un médecin comme Anthony Fauci parle au nom de l'État et dit aux gens de s'inquiéter et de porter des masques, il devient plus facile de développer une hystérie de masse que ce ne serait le cas dans une société décentralisée.**

Cinquièmement, l'État veut parfois activement instiller la peur dans la population, contribuant ainsi à l'hystérie de masse. En fait, pendant les premiers mois de l'épidémie de corona, un document interne du ministère allemand de l'intérieur a été divulgué au public. Dans ce document, les experts recommandent au gouvernement allemand de faire peur à la population allemande. Le document recommande d'accroître la peur par trois mesures de communication. Premièrement, les autorités devraient mettre l'accent sur les problèmes respiratoires des patients atteints de covid-19, car les êtres humains ont une peur primordiale de la mort par suffocation, qui peut facilement déclencher la panique. Deuxièmement, la peur devrait également être inculquée aux enfants. Les enfants peuvent facilement être infectés lorsqu'ils rencontrent d'autres enfants. Il faut leur dire que lorsqu'ils infectent à leur tour leurs parents et leurs grands-parents, ceux-ci peuvent subir une mort douloureuse à la maison. Cette mesure vise à invoquer des sentiments de culpabilité. Troisièmement, les autorités devraient mentionner la possibilité de dommages irréversibles inconnus à long terme après une infection à la corona et la

possibilité de mort subite des personnes infectées. Toutes ces mesures visent à accroître la peur au sein de la population. La peur, à la fin, est le fondement du pouvoir de tout gouvernement. Comme l'a dit H.L. Mencken :

L'objectif de la politique pratique est de maintenir la population dans un état d'inquiétude (et donc de la conduire en sécurité) en la menaçant d'une série infinie de clochards, tous imaginaires.

Pour résumer : l'hystérie de masse est possible dans une société libre, mais il existe des mécanismes d'autocorrection. Le préjudice que peut causer une telle hystérie est limité par l'application des droits de propriété privée. L'État amplifie et exacerbe les paniques de masse, causant d'énormes dégâts. Qu'est-ce qu'une hystérie de masse locale, limitée et isolée dans une société libre que l'État peut convertir en hystérie de masse globale. Malheureusement, il n'y a pas de limite aux dommages que l'hystérie de masse peut causer à la vie et à la liberté si elle s'empare du gouvernement, car l'État ne respecte pas la propriété privée. **La violation sans scrupule des libertés fondamentales lors de l'épidémie de corona en est un exemple.** La possibilité d'une hystérie de masse est une autre raison pour laquelle l'État est une institution si dangereuse à avoir.

NOTES :

1. Dans une affaire célèbre, un homme a tenté de se suicider. Il pensait qu'il avalait vingt-neuf capsules d'un médicament expérimental. Cependant, il s'agissait en réalité de placebos. Mais il pensait qu'il allait se suicider. Il est arrivé à l'hôpital avec une tension artérielle extrêmement basse et d'autres symptômes sérologiques. Lorsque le médecin de l'essai médical est arrivé et lui a dit qu'il n'avait pris que des placebos, l'homme s'est remis en quinze minutes.

2. Pendant la grippe espagnole, la panique a contribué à des décès qui n'auraient pas eu lieu autrement.

3. Il faut garder à l'esprit que la pression psychologique et l'anxiété subie par la population pendant les confinements étaient énormes.

4. Pour la psychologie des masses et leur irrationalité, voir l'œuvre classique de Gustave Le Bon.

5. Un point connexe concerne les conséquences d'une population qui a cessé de croire en Dieu et a commencé à croire en l'État à la place. Lorsque les gens se détournent de la religion et cessent de croire à une vie après la mort, ils commencent à craindre davantage la mort. Une forte crainte de la mort est un autre facteur contribuant à la panique, aux troubles et à l'hystérie de masse. Comme l'a dit Erik von Kuehnelt-Leddihn : "Il est difficile de craindre la mort si l'on est très pieux. Il est difficile de ne pas vénérer la santé si l'on craint la mort. Il est difficile de faire respecter la santé générale sans une intervention de l'État à grande échelle et il est tout aussi difficile d'imaginer une intervention accrue de l'État sans perte de libertés".

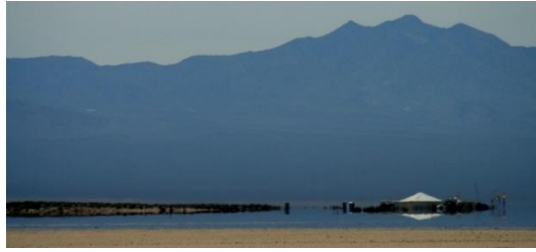
The Menace of the Herd or Procrustes at Large (Milkwaukee, WI : Bruce Publishing Company, 1943), pp. 38-39.

Philipp Bagus est professeur à l'Université Rey Juan Carlos. Il est membre de l'Institut Mises, chercheur à l'IREF et auteur de nombreux ouvrages, dont In Defense of Deflation et The Tragedy of the Euro, et est co-auteur de Blind Robbery !, Small States. De grandes possibilités. : Small States Are Simply Better ! et Deep Freeze : L'effondrement économique de l'Islande.

La croissance verte agrégée est un mirage : nous devons adopter une approche plus scientifique du bien-être de la société

Publié par Caroline Whyte le 12 novembre 2020 Feasta.org

J-P : texte trop idiotlogique. Par exemple, lorsqu'il est question « *besoins matériels de base* » cette idée est non expliquée concrètement par l'auteure. Il y a aussi plusieurs fausses solutions, comme « *inventer de l'argent* » en augmentant la masse monétaire.



Au printemps 2020, le nouveau gouvernement irlandais a annoncé sa volonté de développer de nouvelles mesures de bien-être et de progrès en Irlande. L'idée a été mise en avant dans le programme gouvernemental *"Notre avenir commun"*.

C'est exactement le genre d'initiative que nous, à la Feasta, préconisons depuis une vingtaine d'années. Elle s'inscrit également dans la tendance internationale encourageante des gouvernements qui cherchent à réorienter leur économie vers le bien-être, et s'inscrit parfaitement dans la logique de l'Alliance mondiale pour l'économie du bien-être (dont Feasta est membre).

Une publication récente de Fine Gael, *"Measuring Wellbeing"*, fait référence à cette initiative du gouvernement irlandais et plaide en faveur d'un élargissement de "l'éventail des indicateurs économiques, sociaux et politiques que nous utilisons au sein du gouvernement". Elle présente un projet de schéma pour le développement d'un large éventail de mesures du bien-être, sur le modèle du cadre de l'OCDE pour le bien-être, et leur mise en œuvre dans les décisions budgétaires de l'État. Il y a beaucoup de choses à approuver.

Malheureusement, l'une des hypothèses les plus fondamentales du document Fine Gael pose un sérieux problème. Si ce problème n'est pas examiné et traité correctement, toutes les mesures améliorées dans le monde ne pourront pas améliorer le bien-être de la société en Irlande.

Le problème est lié à la croissance du PIB. L'auteur du document considère que la croissance du PIB est "un moyen essentiel pour faire progresser la société".

Il s'agit d'une hypothèse très problématique.

Les auteurs prennent soin de souligner bon nombre des lacunes bien connues de la croissance du PIB comme mesure du progrès. La question n'est donc pas de savoir si la croissance du PIB est ou non une mesure peu fiable du progrès ; il semble que nous soyons (presque) tous d'accord sur ce point, ces jours-ci.

La question est plutôt qu'aux niveaux de production actuels, il n'est tout simplement pas possible pour l'économie mondiale - et irlandaise - de continuer à se développer dans l'ensemble sans causer de dommages irréversibles et dangereux à l'environnement.

En d'autres termes, il est impossible, dans les délais qui nous sont impartis, de dissocier la croissance du PIB des dommages environnementaux de manière suffisamment forte et profonde pour pouvoir réparer ces dommages de manière adéquate. C'est ce qu'explique un document d'octobre 2020 du Conseil consultatif scientifique européen :

"Une étude récente (Parrique et al., 2019) a examiné la vaste littérature sur la consommation de matériaux, d'énergie, d'eau, de gaz à effet de serre, de terres, de polluants de l'eau et de perte de biodiversité et leur lien avec le PIB. Ils ont trouvé des preuves du découplage, mais il s'agissait surtout d'un découplage relatif (et non absolu). Dans les cas où un découplage absolu avait été observé, il n'était que de courte durée, ne concernait que certaines ressources ou des types spécifiques d'impact environnemental, ou ne se produisait que dans des lieux spécifiques. Même lorsque le découplage

absolu a eu lieu, il était insuffisant pour garantir que les limites locales ou planétaires n'étaient pas dépassées..."(p18)

La quantité de recherches démontrant l'extrême difficulté de découpler la croissance du PIB des dommages environnementaux est, à ce stade, si volumineuse[1] que l'ignorer ou le nier me semble s'apparenter à ignorer ou nier l'existence d'un changement climatique anthropique.

Et pourtant, une majorité d'hommes politiques de presque toutes les tendances continuent de faire exactement cela, non seulement au niveau des États, mais aussi au niveau de l'UE, le "Green New Deal" européen étant présenté comme une "nouvelle stratégie de croissance pour l'Europe", ainsi que par d'autres acteurs internationaux puissants et des conseillers politiques influents, comme le département économique de l'OCDE.

La "croissance verte" globale, nous dit-on constamment, est la seule voie à suivre. En affirmant que la croissance du PIB est essentielle au bien-être de la société, le document du Fine Gael fait écho à cette croyance non fondée et dangereusement non scientifique.

Il s'agit d'une erreur tragique. Si nous ne sommes pas capables de déterminer clairement les objectifs que nous pouvons réellement atteindre, notre planification économique sera faussée d'une manière qui ne peut qu'aggraver la situation environnementale et économique extrêmement tendue dans laquelle nous nous trouvons actuellement.

Pourquoi il est si difficile de renoncer au rêve d'une croissance globale

Pour être clair : il est probable que certains secteurs de l'économie soient en fait capables d'une "croissance verte" ou, en tout cas, d'une "croissance plus verte". Un secteur agricole plus localisé et à forte intensité de main-d'œuvre en serait un exemple, tout comme le secteur des ~~énergies renouvelables~~.

Le problème est qu'il ne s'agit là que de secteurs individuels, et non de l'ensemble de l'économie. Dans l'ensemble, les économies des pays industrialisés à forte intensité énergétique comme l'Irlande vont devoir se contracter pour pouvoir s'adapter aux limites de notre biosphère.

Étant donné la force des preuves contre la croissance du PIB agrégé aux niveaux actuels de production et de consommation, on pourrait bien se demander pourquoi la plupart des décideurs politiques semblent s'en tenir si rigoureusement à la ligne que cela est non seulement possible, mais nécessaire.

Vous trouverez quelques indices à ce sujet en lisant le document du Fine Gael. Voici deux raisons que ses auteurs donnent pour considérer la croissance du PIB comme étant d'une importance capitale :

- "1. de nombreux indicateurs de bien-être seront directement liés à la croissance économique (par exemple le chômage, les salaires, la pauvreté, etc.)*
- 2. Tous les indicateurs auront la possibilité d'être améliorés grâce aux ressources fiscales accrues que la croissance économique procure".*

Plus loin dans le document, une troisième raison est également abordée indirectement, mais commençons par celles-ci.

Il semble certainement évident que la croissance du PIB peut introduire plus d'argent dans l'économie, et qu'une augmentation des recettes, tant publiques que privées, peut - au moins dans certaines circonstances - entraîner plus d'emplois, des salaires plus élevés et moins de pauvreté. Ce sont là des choses dont nous avons besoin à l'heure actuelle.

Il est important de se rappeler, cependant, que tous ces objectifs ont aussi des limites inhérentes. En ce qui

concerne l'emploi, il ne peut y avoir plus d'emplois que de personnes en âge légal de travailler et, de plus, les motivations des personnes qui cherchent un emploi rémunéré peuvent être très variées. Il y a des moments dans la vie où certaines personnes employables, si elles en ont le choix, peuvent préférer ne pas accepter un travail rémunéré, pour des raisons valables - peut-être ont-elles des enfants à l'esprit ou un autre projet non rémunéré mais socialement constructif. En ce qui concerne les salaires, des salaires élevés ne sont utiles que s'il existe des choses intéressantes et abordables pour les dépenser. Et s'il existe bien un niveau de ressources de base auquel chacun doit avoir accès pour pouvoir vivre confortablement (la limite intérieure de l'économie du beignet de Kate Raworth), après un certain point, le lien entre la richesse matérielle et le bonheur devient considérablement plus nuancé [2].

Pour ces raisons, je pense qu'il est préférable de se concentrer sur les "besoins derrière les besoins" - les ~~besoins matériels de base~~ auxquels j'ai fait allusion ci-dessus - plutôt que de laisser entendre que nos objectifs ultimes impliquent une expansion sans fin de l'emploi, des salaires et de la richesse globale.

La question qui se pose alors est la suivante : existe-t-il d'autres moyens de satisfaire ces besoins matériels fondamentaux, en dehors de la croissance du PIB ?

Les voies à suivre

Il existe un certain nombre de mesures directes que l'Irlande peut prendre pour ~~rendre son économie plus équitable - j'entends par là mieux garantir que les besoins fondamentaux de chacun soient satisfaits, y compris les besoins des plus vulnérables - et plus résistante.~~ Il s'agit notamment d'une réforme fiscale, de changements dans la politique agricole et d'~~une offre plus complète de services de base, ainsi que d'un revenu de base universel.~~ Je n'aborderai pas ici tous les secteurs, mais j'entrerai un peu plus dans le détail, notamment en ce qui concerne le secteur financier, car le document Fine Gael contient également la critique suivante du système néo-zélandais de mesure du bien-être :

"...la section sur le capital financier dans le cadre néo-zélandais pourrait inclure plus clairement les passifs ainsi que les actifs, par exemple les statistiques de la dette publique, y compris le ratio d'endettement, les coûts du service de la dette et les déficits budgétaires (la statistique "flux" correspondante). Ceci est très important pour une petite économie ouverte dans une union monétaire, et fait partie de notre "capital" constamment jugé par ceux qui nous prêtent" (p6).

Ce passage suggère une prise de conscience - une crainte, dirais-je - du risque découlant de l'endettement élevé de l'économie irlandaise. En effet, bien que le document ne le dise pas explicitement, je pense qu'une grande partie de l'obsession mondiale pour la croissance du PIB est qu'elle permet de maintenir des niveaux d'endettement élevés sans déclencher de panique, d'effondrement, de fuite de capitaux et d'autres phénomènes désagréables. Là où il y a de la croissance, il est probable que le déficit budgétaire soit moins important, que les coûts du service de la dette soient moins élevés et que le ratio d'endettement soit plus faible. C'est la troisième raison de souhaiter une croissance du PIB à laquelle j'ai fait allusion ci-dessus.

Je suppose que le document part du principe que notre vulnérabilité à être mal jugés par les créanciers est réduite si nous avons des niveaux de croissance du PIB "sains".

Et pourquoi devons-nous être bien considérés par ces créanciers ? Eh bien, parce qu'ils investissent dans l'économie.

Il serait donc bon d'identifier et de cultiver d'autres moyens, non liés à la croissance du PIB, pour maintenir des niveaux décents d'investissement dans l'économie.

Je pense que l'introduction en Irlande de prestataires de services financiers davantage axés sur la communauté, à l'instar des caisses d'épargne en Allemagne, ainsi que d'un service bancaire "refuge" comme celui qui est

actuellement envisagé aux Pays-Bas, contribuerait à stabiliser progressivement les secteurs surendettés de l'économie irlandaise, et aiderait également à protéger l'économie irlandaise de la haute mer volatile et turbulente de la spéculation financière internationale.

À une échelle plus large, il est également très important de garder à l'esprit qu'il existe certainement d'autres moyens de créer de l'argent et de l'introduire dans l'économie que par la croissance du PIB. Comme le suggère le document Fine Gael, l'Irlande n'a pas de ~~contrôle direct sur sa masse monétaire~~ puisqu'elle est membre de la zone euro. Mais on peut et on doit faire pression au niveau européen pour que la BCE s'oriente plus progressivement, ce que certains font déjà.

Ajouter simplement plus d'argent à l'économie - même s'il s'agit d'un type d'argent plus stable que la plupart de l'argent actuel - ne résoudra évidemment pas tout le problème et pourrait même aggraver les choses si ce n'est pas fait judicieusement, mais je pense que c'est important et nécessaire, car cela nous permettrait de contourner les aspects structurels, culturels et psychologiques problématiques de la création d'argent par l'endettement.

Distinguer la réalité des mirages

Je suis sûr qu'il y a beaucoup d'autres mesures qui pourraient être prises pour aider l'économie irlandaise à devenir plus dynamique, plus juste et plus stable tout en la sevrant de sa dépendance à la croissance du PIB. Pour les identifier, cependant, il faudra que les chercheurs en économie adoptent une approche beaucoup plus scientifique pour établir leurs objectifs.

Le document de l'EASAC cité ci-dessus contient également ce curieux passage :

"Pour parvenir au découplage, il faudra peut-être abandonner les mesures qui expriment le bien-être dans la production de biens matériels comme le PIB (section 2.5.1) au profit d'indicateurs où le progrès n'implique pas la consommation de ressources naturelles (Kubiszewski et al., 2013)"(p18)

Il me semble que cela signifie que nous avons besoin de mesures de substitution du bien-être pour remplacer le PIB.

L'un de ces substituts possibles est l'indice national de bien-être sur lequel le groupe de Feasta sur le bien-être travaille depuis quelques années, en collaboration avec l'institution universitaire allemande FEST. Un tel indice est déjà utilisé dans plusieurs États allemands. Un indice national de bien-être irlandais serait un travail en cours qui serait probablement régulièrement revu et affiné, mais il semble déjà plus précis que le PIB pour mesurer le véritable bien-être économique. Il pourrait être utilisé avec une série de mesures non monétaires relatives à la société et à l'environnement, similaires à celles utilisées par l'OCDE et la Nouvelle-Zélande.

Si vous êtes coincé dans un désert et que vous vous sentez mal à l'aise en raison d'une surchauffe, vous pouvez vous retrouver attiré par des mirages en territoire dangereux. Si nous voulons que notre économie apporte du bien-être, **nous devons éviter les mirages de la "croissance verte"** ~~et orienter notre planification économique vers des objectifs qui ne sont pas seulement axés sur le bien-être, mais qui sont aussi réalisables.~~

Notes de fin de texte

1. Voir par exemple :

"Vers un avenir durable : changement transformateur et priorités post-COVID-19", Conseil consultatif scientifique des académies européennes, octobre 2020 :
https://easac.eu/fileadmin/user_upload/EASAC_Perspective_on_Transformative_Change_Web_complet e.pdf

Decoupling Debunked", Bureau européen d'économie, octobre 2019 : <https://eeb.org/library/decoupling-debunked/>

"Découplage pour une durabilité écologique : A categorisation and review of research literature", Vadén et al, Environmental Science and Policy, octobre 2020
<https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S1462901120304342?dgcid=coauteur>

2. "Avons-nous besoin de 75 000 dollars par an pour être heureux ?", Belinda Luscombe, magazine TIME, 26 septembre 2010 : <http://content.time.com/time/magazine/article/0,9171,2019628,00.html>

Image en vedette : mirage d'un lac dans le désert de Mojave, Nevada. Source : <https://en.wikipedia.org/wiki/Mirage#/media/File:Desertmirage.jpg>



Caroline Whyte est impliquée dans la Feasta depuis 2002. Elle a étudié l'économie écologique à l'université de Mälardalen en Suède et a rédigé un mémoire de maîtrise sur la relation entre la banque centrale et la durabilité. Elle a contribué aux ouvrages de Feasta intitulés *Fleeing Vesuvius* et *Sharing for Survival*. Avec quatre autres membres du groupe climatique de Feasta, elle a contribué au lancement de l'initiative CapGlobalCarbon lors du sommet COP-21 à Paris en décembre 2015. En février 2017, elle a participé à la conférence mondiale sur le revenu de base à Manchester, en discutant du potentiel de l'action climatique pour contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités dans le monde. Elle est également un membre actif du groupe monétaire de la Feasta. Elle est directrice du réseau environnemental irlandais et représente la Feasta au sein du pilier environnemental. Elle vit dans le centre de la France, d'où elle édite le site web de la Feasta.

Les hybrides rechargeables au cœur d'un nouveau scandale d'émissions : des tests révèlent des taux de pollution supérieurs aux annonces officielles

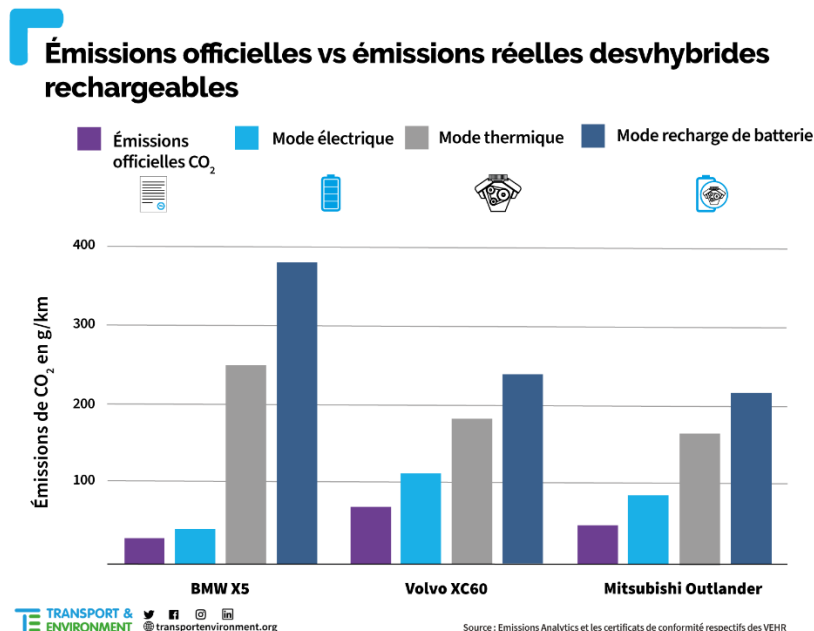
Eoin Bannon November 22, 2020 <https://www.transportenvironment.org/>

Les ventes de véhicules hybrides rechargeables grimpent en flèche en Europe, **mais des tests effectués** sur les plus récents modèles confirment qu'ils polluent bien plus que ne l'affirment les constructeurs automobiles – même avec un démarrage à batterie pleine. Lors de tests en conditions réelles, les émissions de CO2 de trois des modèles les plus populaires en 2020 ont dépassé ce qui avait été annoncé, à l'instar des recherches sur d'anciens VEHR [1]. Transport et environnement (T&E), qui a commandé ces tests, estime que **les gouvernements doivent mettre fin aux subventions à l'achat et aux généreuses exonérations d'impôts destinées aux hybrides rechargeables <c'est-à-dire subventionner les riches>** qui alimentent un nouveau scandale lié aux émissions.



À l'occasion de tests effectués par Emissions Analytics, dans des conditions optimales et avec une batterie chargée à plein, la BMW X5, la Volvo XC60 et le Mitsubishi Outlander ont émis entre 28 et 89 % de CO2 de plus que ce qui avait été annoncé. Avec une batterie vide, ils ont émis trois à huit fois plus de CO2 que les valeurs

officielles Et lors d'une conduite en mode recharge de batterie, qui pourrait devenir plus courante puisque les conducteurs l'utilisent avant de passer en mode électrique dans les zones à faibles émissions, les chiffres étaient alors trois à douze fois supérieurs.



D'après les estimations de T&E, une fois que la batterie est à plat, les trois véhicules hybrides rechargeables ne peuvent parcourir que 11 à 23 km en mode thermique avant de dépasser leurs niveaux officiels d'émissions de CO₂ par km. Tout le contraire du discours fallacieux des constructeurs automobiles, qui affirment que les VEHR actuellement sur le marché sont adaptés à de longs trajets. En réalité, ils doivent être chargés bien plus souvent que les voitures à batterie électrique, qui sont capables de rouler autour de 300 km avec une seule recharge.

Diane Strauss, Directrice France au sein de T&E, a déclaré : « Les seuils d'émissions affichés par les véhicules hybrides sont trompeurs. Nos tests montrent que, même en conditions optimales, avec une batterie pleine, les voitures polluent plus qu'annoncé. Or en France, les ventes de véhicules hybrides ont continué de progresser, jusqu'à dépasser les ventes de véhicules électriques cet automne. Le gouvernement français doit supprimer au plus vite les aides à l'achat des véhicules hybrides et les incitations fiscales pour les véhicules d'entreprises. »

En septembre 2020, le gouvernement a déjà déboursé 38 millions d'euros en aides à l'achat de véhicules hybrides rechargeables (hors prime à la conversion). Il dépense, par an, 7 millions supplémentaires pour inciter les utilisateurs de véhicules de société à choisir l'hybride rechargeable.

Tandis que les constructeurs automobiles reprochent à leurs clients d'utiliser excessivement le moteur thermique, force est de constater que les modèles de VEHR actuellement sur le marché présentent souvent des défaillances en matière de puissance électrique, d'autonomie et de vitesse de recharge. Par exemple, deux des trois voitures testées, la BMW X5 et la Volvo XC60, ne disposent pas de l'option de chargement rapide. Et même le manuel de l'Outlander mentionne que le moteur thermique est susceptible de se mettre en marche si le système de VEHR est trop chaud ou trop froid, en cas d'accélération rapide, ou si la climatisation est en marche.

La vente de véhicules hybrides rechargeables permet aux constructeurs automobiles de se conformer plus facilement aux normes européennes en matière d'émissions de CO₂ des voitures, parce que les VEHR reçoivent actuellement davantage de crédits. T&E estime que l'UE doit mettre fin à cette faille de la réglementation lorsqu'elle reverra les objectifs pour 2025 et 2030 l'année prochaine.

Diane Strauss conclut : « *Le véhicule hybride rechargeable est une chimère. La majorité des VEHR est juste mal conçue. Ils ont des moteurs électriques faibles, des moteurs thermiques volumineux et polluants, et se chargent généralement lentement. Les constructeurs français doivent éviter de s'engouffrer dans ce prochain scandale d'émissions et se focaliser sur une réelle avancée pour le climat: la voiture électrique.* »

Notes aux rédacteurs :

[1] L'ICCT a analysé des bases de données jusqu'en 2019, et en a conclu que les émissions de CO₂ en conditions réelles des hybrides rechargeables étaient généralement de deux à quatre fois plus élevées que les mesures communiquées lors de leur processus d'approbation.

Une analyse par T&E des études européennes sur les émissions de CO₂ attribuables aux VEHR en conduite sur route par leurs propriétaires entre 2016 et 2018 a montré que les émissions sont équivalentes, en moyenne, à plus de deux fois et demie celles des valeurs des tests officiels.

Voir : ICCT (2020). Real-world usage of plug-in hybrid electric vehicles: Fuel consumption, electric driving, and CO₂ emissions.

<https://theicct.org/publications/phev-real-world-usage-sept2020>

Et aussi : T&E (2020). UK briefing: The plug-in hybrid con. <https://www.transportenvironment.org/publications/uk-briefing-plug-hybrid-con>

Pour plus d'information, lire : [Plug-in hybrids: Is Europe heading for a new Dieselgate?](#)

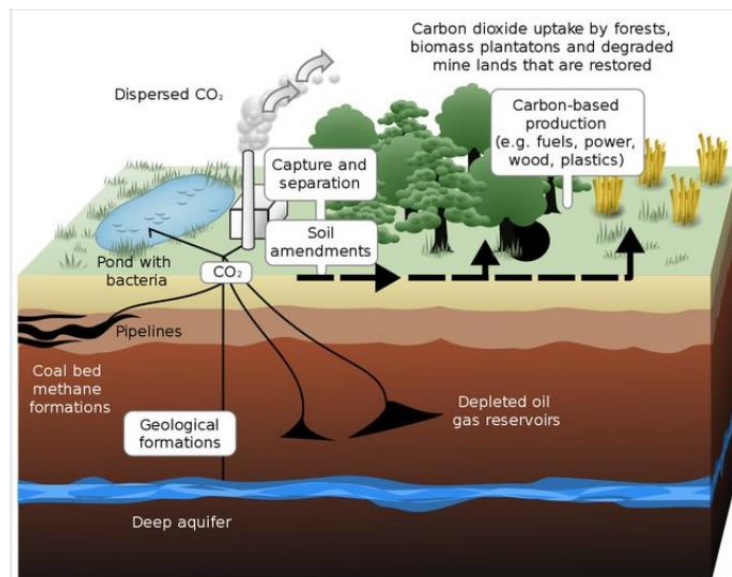
Captage et Stockage du CO₂ : le puits de carbone géologique

par Isabelle Czernichowski-Lauriol

J-P : article très médiocre sur ce sujet. Surement une vrai journaliste.

Résumé. Le puits de carbone géologique consiste à « remettre » le carbone dans le sous-sol d'où il a été extrait, afin de réduire les émissions résiduelles incompressibles de CO₂. Complémentaire aux puits de carbone terrestre (sols et forêts) et océanique, il devrait jouer un rôle clé pour atteindre la neutralité carbone. 19 opérations de captage et stockage de CO₂ (technologie dite CSC, ou CCS en anglais) fonctionnent déjà dans le monde. D'importants efforts de recherche et d'innovation sont menés pour permettre un saut d'échelle et déployer cette technologie partout où ce sera nécessaire. La France, l'Europe et de nombreux pays pensent qu'elle sera incontournable pour parvenir à atteindre les objectifs de l'accord de Paris sur le climat et limiter le réchauffement climatique à +1.5 °C.

(...)



La nature nous montre qu'il est possible de stocker du CO₂ sous terre (chap. 3 page 5)

La nature nous montre que c'est faisable car il existe sous terre de nombreux réservoirs naturels de CO₂, d'origine volcanique ou mantellique et vieux de plusieurs millions d'années, qui prouvent que les couches géologiques peuvent piéger durablement de très grandes quantités de CO₂ [Pearce et al., 2004]. Dans le sud-est de la France par exemple, huit réservoirs naturels de CO₂ ont été découverts lors de l'exploration pétrolière menée dans les années 1960, entre 2 et 4 km de profondeur (Figure 3; Czernichowski-Lauriol et al., 2002). Quand les forages ont été réalisés, croyant avoir découvert du pétrole ou du gaz naturel, c'est avec stupeur qu'il a été constaté que le fluide piégé était du CO₂ (de 66 à 99% CO₂ selon les cas). Ce CO₂ est remonté des profondeurs de la terre à la faveur de failles et s'est accumulé sous une couverture argileuse dans la porosité de la roche sous-jacente. A d'autres endroits il s'est dissout dans les eaux présentes dans l'espace poral des roches rencontrées, dont certaines sont devenues des eaux carbogazeuses exploitées (Vichy, Badoit, Perrier . . .). Ailleurs, il a pu migrer jusqu'en surface et s'échapper dans l'air par un trou ou une fissure. Ces émanations gazeuses, appelées mofettes, sont souvent des curiosités naturelles comme à Neyrac dans l'Ardèche et dans la grotte du chien à Royat dans le Puy de Dôme. Dans certains pays, il y a même des geysers rejetant par intermittence de l'eau et du CO₂. Les plus connus sont le geyser d'Andernach en Allemagne et Crystal Geyser dans l'Utah aux États-Unis, qui sont des attractions touristiques.

Les émanations naturelles de CO₂ en surface ne causent dans la plupart des cas aucun dommage, car le CO₂ se disperse dans l'air. Le CO₂ n'est ni inflammable ni explosif, contrairement au méthane. C'est un gaz inodore que nous respirons en permanence et même avalons avec les boissons gazeuses. Il n'est pas toxique à faible dose, contrairement au monoxyde de carbone (CO) qui entraîne des pertes de connaissance dès que sa concentration dans l'air respiré dépasse 0,1%. Tant que la concentration en CO₂ dans l'air, habituellement de 0,04%, ne dépasse pas 1%, il n'y a aucun effet physiologique. Au-delà, on peut observer une augmentation de la concentration en CO₂ dans le sang et une raréfaction relative de l'oxygène de l'air. Cela peut se traduire par l'accélération du rythme respiratoire et des maux de tête, et, pour des concentrations plus marquées et une durée d'exposition prolongée, par des pertes de conscience voire la mort. Le risque d'asphyxie devient réel, seulement si la fuite a lieu au niveau d'un espace confiné (cave, grotte, bâtiment mal ventilé ...) ou une dépression du sol, car le CO₂ est un peu plus lourd que l'air et peut s'accumuler dans les points bas. Sinon, le gaz se disperse dans l'atmosphère, ce qui annihile évidemment l'objectif écologique, mais ne provoque pas une catastrophe sanitaire.

Des intoxications aiguës au CO₂ en milieu ouvert ne sont possibles que par suite de phénomènes volcaniques libérant des centaines de milliers de tonnes de CO₂ d'un seul coup, un débit qui n'a rien à voir avec celui des fuites mêmes les plus graves qui pourraient émaner d'un stockage de CO₂. La catastrophe du lac Nyos au Cameroun en 1986 est dans tous les esprits. Elle a été causée par le dégazage brutal du CO₂ d'origine volcanique qui était stocké sous forme dissoute dans les eaux profondes de ce lac de cratère, libérant brutalement en une nuit plus d'un million de tonnes de CO₂ qui, étant plus lourd que l'air, est descendu dans les vallées encaissées et relativement confinées des alentours. Plus de 1700 personnes, le bétail et de très nombreux animaux sont morts dans les 24 h dans un rayon de 14 km. Dans le cas d'un stockage de CO₂, il n'y a que l'éruption d'un forage qui pourrait relâcher beaucoup de CO₂ d'un coup, mais les débits seraient bien moindres et de la neige carbonique solide se formerait en surface, du fait du refroidissement provoqué par la forte chute de pression.

Il y a donc très peu de risques de provoquer des accidents mortels. Si du CO₂ arrivait à s'échapper d'un stockage à travers les failles et fractures naturelles présentes dans la roche couverture ou les couches sus-jacentes, les fuites seraient alors plus modestes, n'atteindraient pas forcément la surface, ou mettraient longtemps à y arriver et s'y manifesteraient sous forme de mofettes isolées, sans doute alignées selon les lignes de faille. C'est ce que l'on observe sur un site naturel en Italie (Latera, en Toscane) où du CO₂ d'origine volcanique arrive en surface au niveau d'une prairie [CO₂GeoNet, 2008]. Les émanations gazeuses sont faibles et très localisées, alignées sur une ligne de faille ou à l'intersection de failles. Elles ressemblent à des points clairs au milieu de la verdure, du fait d'une modification ou d'une disparition très localisée de végétation.

Si ces émanations s'arrêtaient, la végétation pourrait revenir. En cas de fuite localisée dans la nappe phréatique, ce n'est pas le CO₂ qui est en soit dangereux, puisque nous buvons des eaux naturelles carbogazeuses, mais les impuretés qui l'accompagnent et la possibilité que la concentration en certains métaux (plomb, zinc, manganèse, aluminium, arsenic . . .), naturellement présents en quantités très faibles dans l'eau, puisse augmenter du fait des réactions minéralogiques induites par l'acidification de l'eau. Cela altérerait alors la qualité de l'eau, qui pourrait ne plus être conforme aux normes pour l'eau potable. En cas d'arrêt de la fuite, la ré-équilibration chimique entre l'eau et les minéraux devrait conduire à un repiégeage de ces éléments.

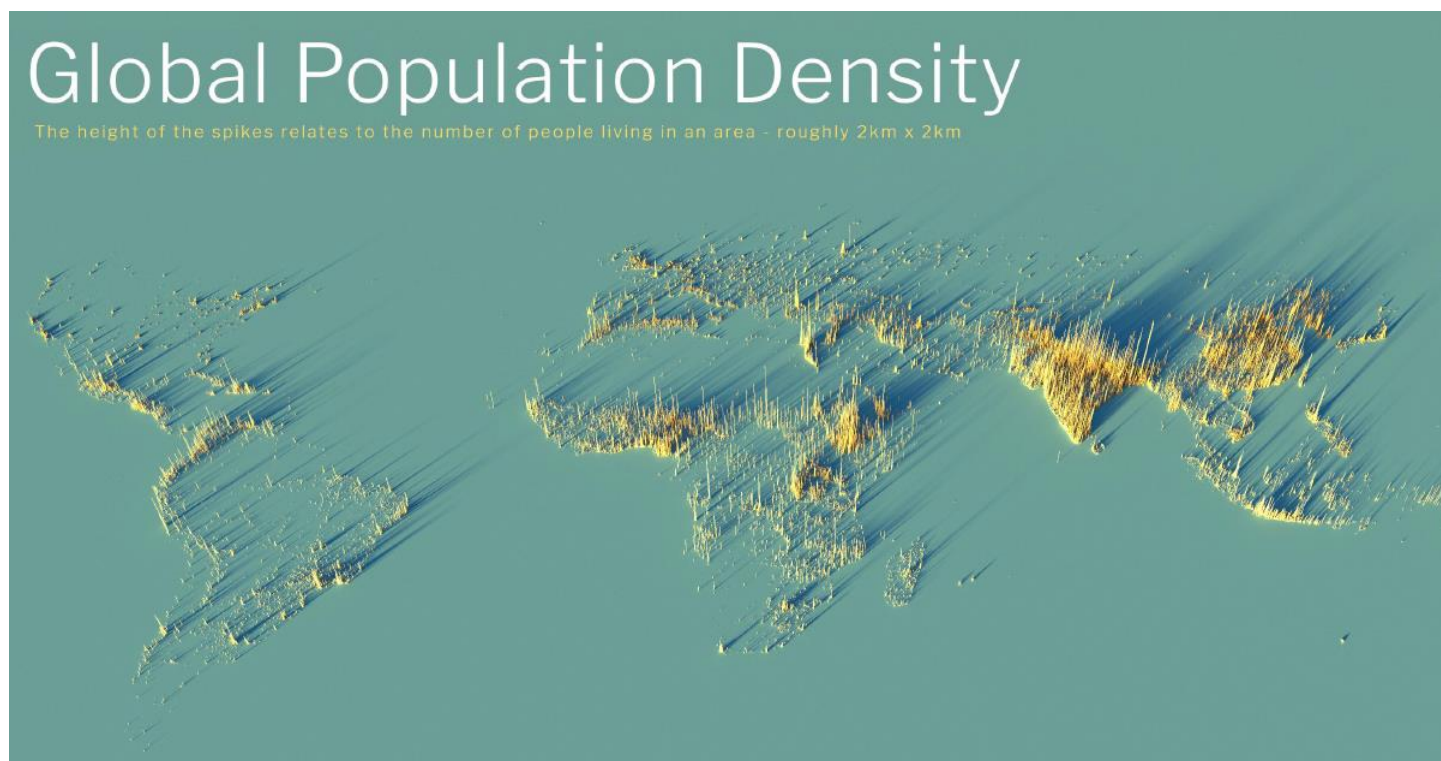
Quoi qu'il en soit, les stockages de CO₂ devront être conçus pour éviter toute fuite en dehors du réservoir de stockage et être surveillés pour s'assurer que c'est bien le cas, tout en prévoyant des mesures à prendre en cas de comportement anormal. D'où l'importance d'une série de mesures préventives et palliatives.

https://comptes-rendus.academie-sciences.fr/.../CRGEOS_0...

(posté par J-Pierre Dieterlen)

Submergés par nous-mêmes, la surpopulation

Par [biosphere](#) 18 décembre 2020



Conseil de lecture : « [Arrêtons de faire des gosses \(comment la surpopulation nous mène à notre ruine\)](#) » de Michel Sourrouille aux éditions Kiwi (collection lanceurs d'alerte). Voici une recension de ce livre sur le site des JNE (journalistes-écrivains pour la nature et l'écologie) :

« Derrière ce titre volontairement provocateur se cache un ouvrage très sérieux qui fait le point sur **les liens entre surpopulation et crise écologique**. Dès les premières pages, l'auteur nous raconte de quelle façon il s'est passionné dès la fin des années 60 pour ce sujet trop souvent ignoré ou minimisé par les écologistes. Avec quelques exceptions notables, à commencer par René Dumont, qui fit en 1974 de la démographie mondiale l'un des axes majeurs de sa campagne présidentielle (co-initiée par les JNE). Michel Sourrouille, qui fut longtemps enseignant, expose ensuite avec un grand sens de la pédagogie l'impact de la surpopulation sur le ravitaillement alimentaire, la santé (épidémies), la biodiversité, les ressources ou encore le réchauffement climatique.

Un chapitre très documenté est consacré à la vie et à l'œuvre de Malthus « lanceur d'alerte dès 1798 », et aux réactions suscitées par ses thèses qui, aux yeux de Michel Sourrouille, sont plus que jamais d'actualité. L'auteur se penche ensuite sur les obstacles qui contrecarrent les efforts en faveur de politiques de limitation de la natalité, comme bien sûr la position de l'église catholique, mais aussi les offensives des « antimalthusiens de gauche ». Mais des signes positifs sont aussi à signaler, tel que l'appel contre le réchauffement climatique lancé en 2017 par plus de 15 000 scientifiques, qui insiste sur la nécessité d'une « maîtrise de la fécondité ». Dans une dernière partie, Michel Sourrouille nous présente des solutions, tant au niveau individuel que sur les plans associatif et politique, pour s'attaquer au défi démographique tout en luttant contre les autres menaces (climat, biodiversité...). En conclusion, il nous appelle à « construire ensemble un nouvel imaginaire », « peuplé de moins d'enfants et de beaucoup plus de nature ».

La préface de ce livre est signée Didier Barthès, porte-parole de l'association Démographie Responsable. Les droits d'auteur sont intégralement reversés à cette association, dont Michel Sourrouille est un militant actif. A noter aussi, une riche bibliographie commentée, et un utile lexique. »
(Laurent Samuel, JNE)

CHUTE HISTORIQUE...

17 Décembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND



Décidément, les chutes historiques (j'aurais dû faire breveter le mot), s'empilent.

- D'abord, la dégringolade des [grands magasins](#), qui trouvèrent habiles de séparer la propriété des murs de l'usage. Au grand profit de quelques-uns. **Mais finalement, quand les villes crèvent, le grand magasin crève aussi.**
- Ensuite, [le bâtiment](#). Celui-ci veut des mesures "à effet rapide". Personne n'a de méthamphétamine sur lui ??? Le bâtiment, c'est le truc actuel pour un mec qui creuse des trous pendant qu'un autre les rebouche *<afin de créer du PIB>*.
- [Dans l'Hérault](#), et sans doute ailleurs, les ventes de logements neufs s'effondrent, surtout celles destinées aux "Zinvestisseurs", qui, débiles profonds n'avaient pas compris jusqu'alors que les arbres ne montent pas au ciel. Pour ce qui est du besoin, pas de problème. On fera comme aux USA, de la cabane à 3000 euros.
- [Crédits immobiliers](#), les refus explosent. Les gueux étant des gueux et pas des milliardaires, ils ne peuvent pas emprunter tant et plus. On demande un "assouplissement". Histoire de se ramasser des gamelles d'impayés ???
- Chute historique, aussi, avec [discours historique](#) de Rand Paul au sénat. Pour mémoire, c'est ce fasciste qui a

été agressé sans doute parce qu'il a eu le culot de demander la fin du déploiement des troupes US à l'étranger, et de cesser de passer au barbecue, négros, zarbis et niakoués. On a beau bien les aimer chez les démocrates, on va quand même pas cesser de les civiliser, jusqu'à ce qu'ils deviennent LBGTQ.

Les passer au barbecue, c'est autorisé, mais pas de les traiter de négros, zarbis et niakoués. Faut pas déconner, non. Mes excuses, donc. On les crame, donc, mais de manière politiquement correcte. Moi, personnellement, je serais d'avis de cramer personne, mais je n'engage que moi, et je suis sans doute pas très très "éveillé". En effet, à ma grande honte, je ne suis ni L, ni B, ni G, ni T, ni Q... J'y mets de la mauvaise volonté, je sais. En plus je roule en diesel. Je sens que je vais me recevoir un missile, là.

- Chute historique des USA, et des centres de pouvoirs, qui en [voulant sauver le système](#), semblent, de fait, [l'avoir condamné](#). Rien n'est réglé au [niveau légal](#).

- [Chute historique](#) de Macron, qui préconise d'apprendre l'Arabe aux berbères. Déjà qu'en Algérie, apprendre l'arabe -littéraire- c'est la voix ouverte vers l'analphabétisme, on imagine ce que ça fera ici. Je pense que le covid attaque aussi le cerveau, déjà peu fourni.

REMISE D'UNE PENDULE A L'HEURE

18 Décembre 2020 , Rédigé par Patrick REYMOND

Pas de politiquement correct. Si la Russie avait voulu tué Navalny, [il serait mort](#). C'est ce qu'a dit Poutine, et on peut le croire sur parole et dans ce cas-là, [l'efficacité russe](#) est légendaire.

S'il était et sans doute, reste surveillé par les services secrets russes, c'est que c'est une bonne boussole. Il est tellement con, qu'on sait d'avance tout ce qui va se passer.

Poutine a eu des mots dignes d'un [ancien du KGB](#), il n'était pas "assez important". Élément de langage fondamental. Vous êtes digne d'avoir un dossier, ou pas, ou d'être victime ou pas d'un accident. Si Navalny avait son dossier, son insignifiance politique est grandiose. 1 % des voix, et les "libéraux", sont à 5 % tous réunis.

Pendant ce temps-là, l'URSS revient en force en occident, avec élections si truquées qu'elles en puent, effondrement économique, et bientôt tickets de rationnements ou famines. En effet, le sacro-saint dividende avec les [produits à grosses marges](#) disparaît.

[Le trou à merde](#) connu sous le nom de New York réapparaît et sera bientôt l'égal de ses homologues, Baltimore, Detroit et Chicago. NY contrairement à ce que disent certains, peut disparaître, ou du moins, diminuer de 90 %. En effet, c'est la capitale économique d'un ensemble appelé "USA". Ces mêmes USA peuvent se disloquer et vont certainement le faire.

[Question résidentiel](#), on va aussi beaucoup évoluer, dans le genre regroupement familial à 5 et non plus à 2.5 par logements, OU cabane en bois, genre Tennessee, à 3000 \$.

Parce que, question guerre mondiale économique, les popofs ont déjà gagné. Ils ont gaz, pétrole et charbon pour encore un certain temps, plus, beaucoup plus que l'occident.

On parle de [fin de mondialisation](#) (lire globalisation), en refusant de voir qu'il n'y a pas d'alternative à cette démondialisation.

SECTION ÉCONOMIE



Restos fermés, Open bar à la FED !

Publié le 18 décembre 2020 à 12:00:38 / 2 commentaires / 124 vues

« La Fed maintiendra son rythme de rachats d'actifs aussi longtemps que nécessaire »...Voici une phrase magique pour les marchés, pour les investisseurs, pour les... Lire la suite



L'histoire montre que les vagues d'endettement se finissent toujours mal ! La majorité des gens ne seront pas du tout préparés.

Publié le 18 décembre 2020 à 10:00:23 / 3 commentaires / 288 vues

Le risque mondial a très peu été abordé à Davos. De plus, les médias grand public ont à peine couvert les avertissements de la Banque

mondiale concernant une crise... Lire la suite



Une chute de 75-79% des devises de ces pays nous indique qu'elles retourneront toutes à leur valeur intrinsèque de ZÉRO d'ici quelques années.

Publié le 18 décembre 2020 à 08:00:08 / 0 commentaire / 322 vues

Je conseille aux investisseurs d'apprendre des problèmes récents en Turquie, en Argentine et au Venezuela. Même une très petite quantité d'or aurait sauvé

les... Lire la suite



La dépréciation monétaire sera la maladie contagieuse mortelle qui frappera le monde dans les prochaines années.

Publié le 18 décembre 2020 à 06:00:18 / 0 commentaire / 230 vues

Si l'Italie, la Grèce ou l'Espagne avaient leurs propres monnaies, celles-ci se seraient déjà considérablement affaiblies. La dépréciation monétaire sera... Lire la suite



Planche à billets: Le Bilan combiné de la BCE, FED et BOJ, vient d'atteindre un nouveau sommet historique à plus de 22 500 milliards \$

Publié le 18 décembre 2020 à 00:26:20 / 0 commentaire / 83 vues

Eh oui, toute cette économie ne tient que par la planche à billets... Autant le dire, rien que du vent !! Le Bilan combiné de la BCE, FED et BOJ, vient... Lire la

Les milliers de milliards d'euros pleuvent... La bombe sociale de l'argent magique !

Publié le 17 décembre 2020 à 21:00:13 / 1 commentaire / 333 vues

Avant la crise, Emmanuel Macron nous affirmait qu'il n'y avait pas d'argent magique. La pandémie a prouvé le contraire. Désormais les milliards pleuvent... Lire la suite





Librairies: des ventes en chute de 70 à 85% à la suite du reconfinement, s'alarme un éditeur

Publié le 17 décembre 2020 à 17:00:20 / 2 commentaires / 204 vues

L'éditeur Denoël a livré vendredi de sombres chiffres lors d'une visioconférence avec la presse à l'occasion de la remise du prix Médicis, estimant... Lire la suite



Crise économique: la chute des grands magasins ?

Publié le 17 décembre 2020 à 15:00:26 / 2 commentaires / 1 035 vues

Les petits commerçants ne sont pas les seuls à souffrir de la crise économique. Le groupe Printemps a annoncé mardi 10 novembre que plusieurs magasins fermentaient... Lire la suite

La dépréciation monétaire sera la maladie contagieuse mortelle qui frappera le monde dans les prochaines années.

Source: or.fr Le 18 Déc 2020

Si l'Italie, la Grèce ou l'Espagne avaient leurs propres monnaies, celles-ci se seraient déjà considérablement affaiblies. **La dépréciation monétaire sera la maladie contagieuse mortelle qui frappera le monde dans les prochaines années.** Cela touchera la plupart des monnaies du monde et se propagera comme un feu de forêt. Comme beaucoup de maladies, cela commence normalement en périphérie. Prenez les exemples de **la Turquie, de l'Argentine et du Venezuela.** Les monnaies de ces trois pays se sont effondrées au cours de ce siècle, et la chute s'accélère maintenant.

La lire turque a perdu 97% par rapport à l'or depuis janvier 2000, et la chute s'accélère. Pour ceux qui se sont protégés avec de l'or, son prix a été multiplié par 38 par rapport à la lire au cours des 18 dernières années (voir le tableau ci-dessous).

Le problème est encore pire en Argentine. L'Argentine était dotée d'une économie forte il y a cent ans, mais dernièrement, les crises s'enchaînent. **Le peso argentin a perdu 99% par rapport à l'or depuis 2000.** Cela signifie que l'or est en hausse de 119x par rapport au peso au cours de ce siècle.

Pour finir, jetons un coup d'œil sur l'exemple d'une économie socialiste gérée de façon désastreuse, avec pour résultat l'hyperinflation. Je parle bien sûr du Venezuela. **Le bolivar vénézuélien a perdu 99,999% par rapport à l'or depuis janvier 2000.** L'or a été multiplié par 550 000 par rapport au bolivar au cours de ce siècle.

Attendre que l'autre chaussure tombe...

par Michael Snyder le 17 décembre 2020



Avez-vous le sentiment qu'une autre crise majeure pourrait éclater à tout moment ? Si oui, vous n'êtes certainement pas le seul. Ici, en 2020, les choses se sont succédé et nous en sommes venus à nous attendre à l'inattendu. En ce moment, beaucoup de gens qui m'écoutent s'attendent à ce que d'autres problèmes majeurs surgissent, mais alors que nous attendons que "*l'autre chaussure tombe*", les conditions économiques continuent de se détériorer rapidement dans tous les États-Unis. Par exemple, jeudi, nous avons appris que le nombre de demandes initiales d'allocations de chômage la semaine dernière était le plus élevé en quatre mois...

Le marché du travail américain continue de souffrir, et jeudi a apporté d'autres mauvaises nouvelles. La semaine dernière, 885 000 personnes supplémentaires ont demandé des allocations de chômage pour la première fois - une augmentation par rapport à la semaine précédente et plus que les 800 000 demandes attendues par les économistes.

Les derniers chiffres, qui sont corrigés des facteurs saisonniers et communiqués par le ministère du travail, sont particulièrement sombres puisque les chiffres de la semaine dernière ont été révisés à la hausse, passant à 862 000. Et même avant la révision, cette semaine avait été le plus haut niveau depuis la mi-septembre.

Ce n'est pas ainsi que les chiffres étaient censés suivre une tendance.

Pendant quatre des cinq dernières semaines, nous avons vu le nombre de nouvelles demandes de chômage augmenter, et les experts nous avertissent que nous devons nous attendre à ce que les choses empirent encore à l'approche de l'hiver...

Les demandes hebdomadaires d'allocations de chômage aux États-Unis continuent à aller dans la mauvaise direction", a écrit Edward Moya, un analyste de la société de commerce des devises OANDA, dans une note de recherche.

Les perspectives du marché du travail sont sombres, car la vague hivernale du virus va entraîner de nouvelles fermetures".

Pourrait-on bientôt voir plus d'un million d'Américains déposer chaque semaine de nouvelles demandes d'allocations de chômage comme nous l'avons fait plus tôt dans la pandémie ?

Pour mettre les choses en perspective, le précédent record de tous les temps avant 2020 n'était que de 695 000, et ce vieux record a été établi dès 1982.

Nous avons absolument battu ce record lorsque le COVID-19 a commencé à se répandre largement aux États-Unis, et nous avons dépassé cet ancien record chaque semaine pendant toute la durée de la pandémie.

Pensez-y.

Nous voyons chaque semaine des chiffres que nous n'avions jamais vus auparavant dans toute l'histoire des États-Unis, et maintenant ils commencent à grimper à nouveau grâce aux nouveaux verrouillages.

En outre, le nombre d'Américains qui perçoivent des aides au chômage dans le cadre de deux grands programmes fédéraux est également en hausse...

Le nombre de chômeurs qui bénéficient de l'un des deux programmes fédéraux de prestations complémentaires - le programme d'assistance chômage en cas de pandémie, qui offre une couverture aux travailleurs de l'industrie du spectacle et à d'autres personnes qui ne sont pas admissibles aux prestations traditionnelles - est passé de 8,6 millions pour la semaine qui s'est terminée le 28 novembre à 9,2 millions.

Mais le nombre de personnes recevant une aide dans le cadre du second programme - le programme d'indemnisation du chômage en cas de pandémie, qui offre 13 semaines de prestations fédérales aux personnes ayant épuisé leur aide d'État - est également passé de 4,5 millions à 4,8 millions.

À l'heure actuelle, la "reprise" était censée être complète, mais au lieu de cela, les grandes entreprises continuent de licencier davantage de travailleurs à un rythme effarant.

Par exemple, jeudi, nous avons appris que Coca-Cola va supprimer 12 % de sa main-d'œuvre américaine...

Coca-Cola prévoit de supprimer 2 200 emplois, dont 1 200 aux États-Unis, car elle est confrontée à une baisse des ventes pendant la pandémie.

Aux États-Unis, où il y avait environ 10 400 employés à la fin de l'année dernière, les réductions représentent environ 12 % de la main-d'œuvre. À Atlanta, où se trouve le siège de l'entreprise, environ 500 emplois sont supprimés, a déclaré jeudi l'entreprise.

Coca-Cola ne ferait pas cela si l'économie américaine était sur le point de "prendre un virage".

Toutes ces grandes entreprises qui laissent partir les travailleurs peuvent voir ce qui va se passer, et elles réduisent leur masse salariale pour tenter de passer au travers de la tempête qui s'annonce.

Pendant ce temps, le Congrès est sur le point d'approuver un nouveau "plan de relance" et la Réserve fédérale promet de faire tout ce qu'il faut pour soutenir les marchés financiers.

Des billions et des billions de dollars sont injectés dans le système, ce qui fait que le M2 a augmenté de plus de 60 % depuis le début de l'année.

En d'autres termes, notre masse monétaire a augmenté à un taux presque vertical en 2020.

En novembre dernier, j'ai inclus dans un article que j'ai écrit un graphique qui montre exactement ce dont je parle. Si vous n'êtes pas un de mes lecteurs habituels, vous pouvez trouver cet article ici.

Depuis de nombreuses années, beaucoup d'entre nous ont averti que l'hyperinflation arriverait un jour.

Mais aujourd'hui, nous pouvons cesser de le faire, car le processus a réellement commencé.

D'autres pays industrialisés ont également inondé leurs systèmes d'argent frais, et cela commence vraiment à faire monter les prix des denrées alimentaires dans le monde entier. Ce qui suit vient de Zero Hedge...

La raison pour laquelle ce sujet est soudainement devenu un sujet brûlant est que, si l'inflation globale reste modérée (nous épargnerons ici une discussion sur les raisons pour lesquelles l'IPC est délibérément faussé pour rester aussi bas que possible - les lecteurs peuvent rattraper le retard ici, ici et ici), l'inflation alimentaire a été en larmes ces derniers mois. En fait, elle est devenue si élevée que Goldman a publié en début de semaine un rapport sur "La récente flambée de l'inflation alimentaire", dans lequel il est noté que "ces derniers mois, l'inflation a augmenté et a surpris à la hausse dans un certain nombre de grandes économies des pays émergents (par exemple la Turquie, l'Afrique du Sud, l'Inde, le Brésil et la Russie)". Selon Goldman, l'un des principaux moteurs de ces augmentations a été la hausse de l'inflation alimentaire, qui a coïncidé avec une forte augmentation du prix de certains produits agricoles clés (par exemple les céréales, les huiles et le soja)".

Malheureusement, ce n'est que le début. À terme, les émeutes alimentaires qui ont déjà commencé à l'autre bout

de la planète commenceront à se produire dans le monde occidental également.

Et comme les gens qui ont faim deviennent de plus en plus désespérés, je crois qu'un jour les entreprises commenceront à mettre des gardes armés dans les camions de nourriture.

Nous n'en sommes pas encore là, heureusement, mais les choses commencent vraiment à devenir folles là-bas.

Il y a quelques jours, je suis retourné au supermarché et j'ai vraiment essayé de faire des économies et d'acheter des produits en solde, mais j'ai quand même dépensé plus de 260 dollars pour un chariot de nourriture.

Un seul chariot !

Alors que le coût de la vie continue de s'envoler dans la stratosphère, de nombreuses familles américaines vont découvrir qu'elles ne peuvent plus se permettre d'acheter suffisamment de nourriture pour la semaine.

Et lorsque des millions et des millions d'Américains auront désespérément faim, nous assisterons alors à des émeutes économiques absolument insensées dans ce pays.

Toutes ces choses vont arriver, et nous n'aurons certainement pas à attendre très longtemps pour que "l'autre chaussure tombe".

« Report du rapport du DNI au centre de toutes les tractations! »

par [Charles Sannat](#) | 18 Déc 2020



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Je vous disais hier, que Trump, ne faisait pas et ne ferait pas n'importe quoi.

Il y a ce qui se voit, et ce qui ne se voit pas.

En coulisse, les tractations sont intenses.

Les négociations sont acharnées.

L'objectif réel de Trump ?

Obtenir la concession... de Biden sans combat officiel, sans créer une guerre civile ou plutôt en évitant une guerre civile.

Trump est sans conteste le meilleur chef d'Etat actuel du monde en négociation, car c'est le seul à avoir une expérience de plusieurs décennies en négociation et avoir écrit d'ailleurs un ouvrage consacré à ce sujet et appelé « l'art du deal ». Tout un programme.

Pour cela, dans le secret des alcôves du pouvoir chaque camp avance ses pions.

Trouver une porte de sortie honorable pour les démocrates, et le premier pas a été fait par le général Flynn, fine gâchette de Trump, éminence grise militaire du président mis en cause dans les fausses histoires d'espionnage avec la Russie et gracié il y a quelques mois.

Que nous dit le général Flynn ?

Voici la traduction de ce message :

« Ne blâmez pas [LRI] Joe Biden ce n'est vraiment pas sa faute. Je souhaite que son équipe permette au processus constitutionnel de se dérouler au lieu de prétendre que rien ne s'est passé ».

Ce que l'on peut en déduire, c'est que le deal proposé inclut une immunité pour Biden. Vous noterez que Kamala Harris n'est pas mentionnée. Et ce n'est sans doute pas un hasard, tant l'hypothèse du jeu à trois bandes est possible dans cette histoire. En effet l'Etat profond souhaitait porter au pouvoir Kamala, mais elle n'aurait jamais pu battre seule Trump. La victoire de Biden, le modéré, était plus crédible. Mais déjà affaibli, Kamala avait alors de fortes chances de devenir rapidement présidente, surtout en étant aidée par les révélations de corruption du fils Biden, et du clan au sens large éclaboussé fatalement par ces accusations.

Voici pour la partie émergée et visible de l'iceberg des négociations qui se déroulent actuellement.

Il y a un autre volet évidemment lié et ce dernier porte sur l'évaluation de la situation par le DNI, vous savez le Directeur National du Renseignement, John Ratcliff.

Tout le monde attend ce rapport qui doit être rendu dans les 45 jours, soit au plus tard demain !

Il ne sera pas rendu demain !! Vraisemblablement en tous cas.

Pourquoi?

Parce que l'Office du DNI, c'est-à-dire le « bureau » du DNI vient de demander publiquement et officiellement plus de temps pour compiler les données trop nombreuses !

Voilà pour la version officielle.

On peut traduire ces trois tweets de la manière suivante :

Amanda Schoch, la directrice de la communication stratégique de l'Office du DNI déclare que : *« Cet après-midi, le DNI a été informé par des responsables du renseignement que la communauté du renseignement ne respecterait pas la date limite du 18 décembre, fixée par le décret et le Congrès pour soumettre l'évaluation classifiée sur les menaces étrangères ayant influé sur les élections américaines de 2020. La communauté du renseignement a reçu des rapports pertinents depuis l'élection et un certain nombre d'agences n'ont pas fini de traiter les informations. « Le DNI s'engage à fournir ce rapport dans les meilleurs délais. »*

Officieusement, dans les coulisses on négocie et on s'étripe comme en fait écho ce discret article de la très sérieuse agence de presse Bloomberg qui n'a pas franchement reçu de publicité ni aux Etats-Unis ni en Europe... Ce qui est bien avec les rapports, c'est que leurs contenus, peuvent se « négocier ».

ELECTION 2020

Trump Spy Chief Stirs Dispute Over China Election-Meddling Views

By Jennifer Jacobs

16 décembre 2020 à 18:52 UTC+1 Updated on 17 décembre 2020 à 09:38 UTC+1

- ▶ Ratcliffe's office says report to Congress will be delayed
- ▶ Disagreement is over the extent of interference by China

Source [Bloomberg ici](#)

Que nous dit cet article ?

« Que le différend porte sur la profondeur du rôle de la Chine et survient alors même que le gouvernement américain tente d'évaluer les dommages causés par une attaque de piratage dévastatrice contre des agences gouvernementales attribuée à la Russie.

Certains analystes disent que les nouveaux renseignements montreront que les efforts de la Chine pour influencer les élections américaines ont été beaucoup plus importants que ce que les agences d'espionnage avaient précédemment rapporté l'année dernière, ont déclaré les gens.

D'autres, cependant, soutiennent que la Chine a pris des efforts minimes ou n'a jamais donné suite à ses plans.

Le rapport doit être remis sous forme classifiée aux législateurs 45 jours après les élections, une version non classifiée devant être rendue publique des semaines plus tard. Il résume les renseignements recueillis par des agences telles que le Federal Bureau of Investigation et la Central Intelligence Agency ».

Le suspens est à son comble.

Nous n'aurons probablement pas le rapport demain, à moins que le DNI Ratcliff ne rue dans les brancards et force le destin... ou la diffusion d'un dossier qui ne sera pas pleinement approuvé par toutes les agences, mais le FBI et la CIA nommées dans cet article, sont deux agences qui s'opposent frontalement à Trump depuis maintenant plus de 4 ans.

La tempête vient-elle ?

Ceux qui ont compris ce qui se joue retiennent leur souffle.

La pièce a été lancée.

Bien malin celui qui peut dire de quel côté elle va retomber et ce qu'il va advenir dans les prochains jours.

Mais Lin Wood, l'avocat de Trump vient d'insister à nouveau sur la nécessité d'être préparé...

Dernière chose, le DNI ne rendra peut-être pas tout de suite son rapport ou aussi vite que l'on pouvait le penser, mais cela ne l'empêche pas de faire quelques indiscretions notamment sur CBS qui explique que selon le DNI, il y a bien eu des interférences étrangères!

Restez à l'écoute.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Poursuite contre Google; vers un démantèlement ?

« Ce Goliath de l'Internet manipule le marché » : dix États américains engagent des poursuites contre Google

Ces poursuites sont menées par le procureur général du Texas et portent sur le « comportement anticoncurrentiel » et les « pratiques d'exclusion » de la société.

Ce n'est pas un hasard que ce soit le Texas qui soit en première ligne.

Les GAFA représentent désormais une menace existentielle, par leur taille, pour la démocratie, mais aussi pour le développement économique. Amazon est une superbe réussite, mais aucune société ne peut être laissée en position de domination sans partage. C'est à ces fins que les lois anti-trust avaient été écrites, d'ailleurs aux États-Unis.



Un marché doit rester libre.

Lorsqu'il y a monopole, ce n'est plus un marché, c'est une dictature.

C'est ce que l'on appelle la régulation et la régulation est indispensable.

Les GAFA vont se faire réguler et il va leur arriver la même chose qu'à Microsoft il y a quelques années.

Charles SANNAT Source [Le Monde avec AFP ici](#)

Les fournisseurs des restaurants en grandes difficultés



Avec la fermeture des restaurants, des fournisseurs inquiets pour leur avenir !

Les effets directs de la fermeture des bars et restaurants sont assez évidents à voir.

Les établissements étant fermés, le personnel est au chômage technique et les patrons se morfondent dans l'inactivité et l'angoisse du paiement des charges comme les loyers qu'ils ne peuvent pas ne pas payer quand ils ne sont pas propriétaires de leurs « murs ».

Ce que l'on voit moins c'est **toute la chaîne** dans cet écosystème.

Cela va des grossistes alimentaires qui ne vendent plus rien, en passant par les vendeurs de matériel de cuisine, de consommables, les blanchisseries industrielles etc... les exemples sont innombrables.

Il y a également les irréversibilités et le fait que même si tout redevenait normal, rien ne sera sans doute plus totalement comme avant !

« Ceux qui s'en sortiront devront sans doute composer avec une nouvelle normalité, souligne de son côté Pascal Bredeloux, de Bonduelle, qui pressent des « changements de consommation durables ». Notamment avec le télétravail appelé à rester ancré dans le paysage au détriment des cantines et restaurants ».

Et encore faudrait-il que nos établissements rouvrent le 20 janvier ce qui est hélas très peu probable dans la situation sanitaire actuelle et « post-fêtes » qui devrait voir repartir considérablement à la hausse le nombre officiel d'infections.

Charles SANNAT Source [La Tribune.fr ici](https://www.la-tribune.fr/ici)

Restos fermés, Open bar à la FED !

« La Fed maintiendra son rythme de rachats d'actifs aussi longtemps que nécessaire »...

Voici une phrase magique pour les marchés, pour les investisseurs, pour les entreprises mais aussi pour les ménages !!

« La Réserve fédérale (Fed) américaine s'est engagée mercredi à maintenir une politique durablement accommodante face aux risques posés par l'épidémie de coronavirus, tout en relevant légèrement ses prévisions de croissance et d'emploi pour les années à venir. La banque centrale a, comme prévu, maintenu ses principaux taux directeurs proches de zéro et a indiqué qu'elle poursuivrait au même rythme ses importants rachats d'obligations « jusqu'à ce que des progrès substantiels » soient constatés dans ses efforts pour soutenir l'emploi et atteindre une inflation de 2 % »

C'est une information très importante qui vous donne de la visibilité pour investir, pour emprunter, pour faire votre allocation d'actifs !

Vous savez que les taux vont rester durablement bas.

Cela implique que toutes les bulles d'actifs resteront durablement « gonflées ».

Ce qui veut dire que même si il y a un krach boursier, il faudra racheter.

Ce qui veut dire que vous pouvez acheter de l'immobilier et qu'un effondrement des prix est peu probable (il peut y avoir des jeux de vases communicants et des « corrections » plus ou moins localisées).

Ce qui veut dire qu'il y aura de l'inflation, que la monnaie ne vaudra pas grand-chose, que l'épargne ne rapportera rien durablement, que les métaux précieux resteront bien orientés.

Bref, merci Powell !

Charles SANNAT Source AGEFI.fr ici



Le fonds de retraite disparu

par Jeff Thomas 17 décembre 2020



En règle générale, j'ai toujours eu tendance à éviter de confier mon argent aux autres. J'ai évité les fonds, car ils sont souvent basés sur des investissements qui atteignent ou sont sur le point d'atteindre un pic. J'ai évité les fonds de pension, car ils sont souvent structurés de la même manière.

Et chaque fois que la loi m'a obligé à investir dans de tels fonds, ils ont rarement été fructueux à long terme. En fin de compte, j'aurais invariablement gagné plus d'argent en poursuivant ces investissements qui étaient très prometteurs mais qui, à l'époque, étaient impopulaires (et donc sous-évalués).

Aussi douteux que je puisse être à l'égard des systèmes d'investissement classiques (et de ceux qui les négocient), je suis doublement dubitatif à l'égard de tout système géré par le gouvernement. Les gouvernements, historiquement, se sont avérés être de mauvais gestionnaires de fonds, et les politiciens ont tendance à accorder plus de valeur aux grandes promesses qui recueillent des votes qu'à la réalisation de ces promesses.

Et donc, je suis prévisible quant à la probabilité de toute forme de fonds dans lequel un gouvernement pourrait être impliqué. Même s'il est bien structuré, ce qui pourrait bien ne pas être le cas, les gouvernements, s'ils ont le pouvoir de le faire, puiseront dans le fonds, le vidant des contributions du bénéficiaire prévu, laissant le fonds exposé, si une crise devait survenir.

Et, périodiquement, des crises se produisent. Actuellement, le premier monde est confronté à une crise économique d'une ampleur sans précédent.

En tant que conseiller en matière d'internationalisation (pratique consistant à se répartir physiquement et économiquement sur plusieurs juridictions afin d'éviter d'être victime d'une seule juridiction), on me demande régulièrement quel est le niveau optimal de diversification pour un individu dans une situation donnée.

Si beaucoup de ces personnes peuvent incontestablement bénéficier d'une telle diversification, il y a un nombre assez important de personnes âgées de plus de soixante ans qui déclarent qu'elles espèrent s'en sortir uniquement grâce à leur sécurité sociale et à leur pension. (Si l'investisseur est un citoyen américain, il s'agit souvent d'un 401(k) ou d'un fonds similaire).

Pour ces personnes, je crains qu'il soit difficile de donner des conseils encourageants, car leur retraite est ancrée dans ce que je considère comme des investissements sans issue qui vont diminuer considérablement, ou disparaître, bien avant que l'individu n'atteigne sa propre fin.

La sécurité sociale

La caisse de sécurité sociale de pratiquement tous les pays qui en ont une est terriblement sous-financée. Généralement, ces fonds ont compté sur les cotisations de la génération suivante pour payer les prestations aux personnes actuellement à la retraite ou en voie de l'être.

Malheureusement, le principe de départ, à l'époque où la sécurité sociale a été introduite, était que la population augmenterait toujours. Pendant les années du baby-boom, les prestations ont augmenté de façon spectaculaire, car il y avait tant de jeunes travailleurs par retraité.

Mais aujourd'hui, cette relation s'est inversée. La génération du baby-boom a duré 18 ans, de sorte que chaque année, pendant 18 ans, le ratio des actifs va diminuer par rapport à ceux qui ont pris leur retraite.

Par conséquent, chaque année, les actifs devront être plus lourdement imposés si le système doit se poursuivre. Malheureusement, à un moment donné, nous atteignons le point de basculement et le concept lui-même n'est plus viable. Après ce point, les prestations seront réduites et, éventuellement, totalement supprimées.

Lorsque les retraités entendent cela pour la première fois, leur réaction est généralement : "Mais ce n'est pas juste. J'ai cotisé toute ma vie. Ils ne peuvent pas me faire ça". Malheureusement, ce n'est pas une question de "justice". C'est une question d'arithmétique. Les prestations promises vont diminuer. Par conséquent, ceux qui comptent sur la sécurité sociale pour les soutenir dans leur retraite se retrouveront à court.

Pension

De même, les pensions sont menacées. La plupart des pensions sont investies, dans une mesure plus ou moins grande, dans le marché boursier. La plupart des fonds se targuent d'être "diversifiés", ce qui signifie qu'ils sont investis dans une variété d'actions.

Malheureusement, lorsqu'un marché boursier s'effondre, les bonnes actions se dirigent souvent vers le sud en même temps que les actions en difficulté, car les courtiers cherchent à sauver leur peau en se déchargeant des portefeuilles. (Cela ne veut pas dire que certaines actions potentiellement solides ne connaîtront pas une reprise à temps, mais peu d'entre elles sortiront indemnes d'un crash).

À l'heure actuelle, le marché boursier est soutenu artificiellement et est en retard pour un crash. Bien qu'il soit impossible de prévoir une date, un crash, s'il se produit, aurait un effet majeur et permanent sur un régime de retraite.

Mais, attendez... il y a plus.

Comme si ces menaces à la retraite planifiée n'étaient pas suffisantes, il y a une autre menace. Comme nous l'avons déjà dit, de nombreux gouvernements sont financièrement dans les cordes et, historiquement, lorsque les gouvernements se trouvent au bord de l'insolvabilité, ils réagissent invariablement de la même manière : retourner à la vache à lait pour une dernière traite. Chacune des juridictions qui sont actuellement en difficulté, a, dans son livre de jeu, la même collection de techniques de traite.

L'une d'entre elles aura un impact majeur sur les retraites : l'exigence selon laquelle les plans de retraite doivent contenir un pourcentage de titres du Trésor public.

Les dirigeants politiques ont déjà annoncé que le système économique est incertain et que les retraités pourraient être en danger. Par conséquent, quoi qu'il arrive à leurs plans, il est essentiel qu'une partie d'entre eux soit garantie contre l'échec. C'est pourquoi une législation sera mise en place pour garantir qu'un pourcentage de ces plans soit garanti par les Trésors publics.

C'est une bonne idée. Et les gens vous en seront reconnaissants. Malheureusement, l'organisme qui fournit la garantie est le même que celui qui a créé la crise économique. Et si le gouvernement est insolvable, la "garantie" ne sera qu'une promesse vide de sens de plus.

La Cour suprême des États-Unis a statué que les employeurs ont le devoir de protéger les travailleurs investis dans leurs plans 401(k) contre les fonds communs de placement dont les performances sont médiocres ou qui sont trop chers. En adoptant cette décision, le gouvernement américain a le pouvoir de saisir les fonds de pension privés "pour protéger les retraités". Il a également le pouvoir de dicter la manière dont les fonds peuvent être investis.

La voie est désormais ouverte à l'exigence que les 401(k) soient investis massivement dans des titres du Trésor américain. (Certains sont déjà volontairement investis, jusqu'à 80 %).

Fin de la partie

Ainsi, ceux qui espèrent financer leur retraite principalement avec la sécurité sociale et les 401(k)s, pourraient bien se retrouver pratiquement sans revenu de retraite.

La question est de savoir si cela signifie "Game Over" pour des millions d'Américains (et puisque des développements similaires ont lieu dans de nombreux autres pays du monde, des millions d'autres dans l'UE, au Canada, etc.)

). Et, oui, cela signifie bien "Game Over" pour beaucoup, à moins qu'ils ne choisissent de sortir d'un système qui est sur le point de s'effondrer comme un vieux puits de mine, emprisonnant ses occupants.

Il reste néanmoins une brève fenêtre d'opportunité, et cette opportunité est de payer la pénalité pour être sorti du système et avoir internationalisé le niveau de richesse qui peut être récupéré.

Idéalement, cela signifie se déplacer physiquement vers une juridiction où de telles conditions n'existent pas, mais une échappatoire plus limitée peut être créée en retirant autant d'argent que possible du fonds de retraite, en le déplaçant vers une juridiction moins risquée et en le convertissant en ces formes de stockage de la richesse qui sont les moins susceptibles d'être visées par des gouvernements rapaces et des banques corrompues.

Accepter de réaliser que la tirelire sera moins pleine est douloureux, mais beaucoup moins douloureux que d'affronter le jour où la tirelire sera presque vide.

De la sublimation de l'ego par le referendum!

Bruno Bertez 17 décembre 2020

La lecture de maxime Tandonnet rend raisonnable et intelligent quelle que soit l'opinion politique que l'on professe.

M. le président a annoncé hier la tenue d'un référendum pour introduire la notion d'*environnement* dans la

Constitution.

Cette déclaration mérite qu'on s'y attarde tant elle est à l'image de ce qu'est la politique aujourd'hui.

La France représente 0,9% des émissions planétaires de CO2. Qui peut imaginer que le fait d'inscrire le mot « environnement » dans la Constitution française aura le moindre impact sur les enjeux universels de la pollution?

D'ailleurs, en 2004, une « charte de l'environnement » a déjà été constitutionalisée.

Cette initiative est à l'image de la politique française, depuis quelques années. Le pays est malade dans ses profondeurs : son niveau scolaire s'effondre (mathématiques, orthographe, culture générale, sciences) à l'image d'un bac discrédité; la violence sanglante progresse d'année en année; la désindustrialisation s'accélère; la dette publique explose (120% du PIB); le chômage est un puits sans fond devenu quasi inquantifiable ; le communautarisme islamiste s'est installé dans les quartiers; le socle de ses valeurs de démocratie et de liberté se désintègre.

Alors, le pouvoir politique fuit la réalité dans l'emphase et la grandiloquence, avec un seul idéal: la sublimation de l'ego par la réélection, quel qu'en soit le coût.

Tout cela est tactique et mystification: un coup à droite, un coup à gauche (plaire aux Ecologistes).

Mais tout cela est bien éloigné des légitimes préoccupations de défense de l'environnement.

Les Français souffrent dans leur chair: privés de leur travail, de leur vie sociale, de leur liberté. Certains sont particulièrement malheureux: commerçants et restaurateurs ruinés, salariés de la culture et du spectacle et des stations de ski, jetés dans l'enfer du désœuvrement. Et à quoi pense le pouvoir politique? A sa perpétuation.

Réformer la Constitution pour y introduire une notion qui y figure déjà. Un pari? Le référendum n'aura pas lieu: encore un pétard mouillé...

Maxime TANDONNET

Éditorial. Du mirage de l'inflation au mythe de la toute-puissance des banques centrales.

Bruno Bertez 18 décembre 2020

L'inflation dont se gargarisent les médias et la communauté spéculative mondiale est un mirage, un mirage qui ne durera pas au-delà de quelques mois, mettons 6 à 18 mois.

Je prends le risque de l'écrire. Mais notez aussi que j'inclus la possibilité d'un regain inflationniste temporaire.

Fondamentalement les conditions mondiales restent déflationnistes.

Je ne vois qu'une possibilité de retour à une inflation digne de ce nom, c'est à dire à une inflation-course entre les prix et les salaires que si et seulement si le rapport des forces sociales bascule, si les peuples se révoltent.

Notre modèle c'est le Japon.

C'est ce que démontre Snider, c'est ce qui ressort de l'analyse historique et c'est ce qui s'impose quand on ouvre les yeux et cesse de croire les balivernes des banquiers centraux occidentaux.

[\[Reuters\] Japan's consumer prices fall at fastest pace in decade, stoke deflation fears](#)

Le Japon n'a jamais réussi à recréer de l'inflation des prix des biens, des services et des revenus.

C'est un échec complet.

Snider démontre que toutes ces politiques monétaires sont bidons, elles ne créent pas de vraie monnaie, elles ne sont monétaires que dans l'imaginaire puisqu'elles ne peuvent inflater.

La politique monétaire a échappé aux banques centrales parce qu'elles sont nationales et que pour qu'il y ait une vraie politique monétaire il faudrait que les banques centrales soient mondiales.

Snider soutient à juste titre que les banques centrales ne peuvent mener une vraie politique monétaire parce qu'elles ne savent plus ce qu'est la monnaie, elles pensent la monnaie avec des théories fausses et archi fausses, ce que je ne cesse d'affirmer. Les réserves bancaires qu'elles créent ne sont pas de la monnaie. On ne peut mener une politique monétaire si on ne sait pas ce qui fait office ou non de monnaie.

C'est ce que Marx et ses épigones appellent *le développement inégal*: le monde réel a évolué plus vite que le prétendu *Savoir sur ce monde et les Théories qui croient le rendre intelligible*.

La vraie monnaie, la monnaie vivante qui catalyse les échanges et la production est ailleurs, elle est ailleurs; les banquiers ne poussent pas sur une corde, non ils poussent à côté de la corde, ils poussent sur une mauvaise ficelle.

Il n'y a pas d'inflation, c'est une croyance qui se réalise d'être crue un peu, de temps à autres, par exemple à la faveur d'un rebond du pétrole comme ce fut le cas en 2017 où tous les observateurs se sont trompés!

L'action monétaire se passe ailleurs, ailleurs que dans la zone d'influence des zozos autistes banquiers centraux. On croit que cela marche de temps en temps sur une annonce mais en réalité ce n'est qu'un effet d'annonce fugitif, un effet de croyance, pas un effet réel.

En clair les anticipations inflationnistes c'est de l'intox, c'est un mirage collectif.

Et c'est ce qui se passe en ce moment où on voit les indicateurs d'opinion sur l'inflation se redresser alors que les données « hard », dures comme par exemple les salaires et le marché du travail vont dans le sens de la déflation.

Les conditions dures d'une reprise de l'inflation ne sont pas réunies et ce que l'on voit c'est le résultat simplement de la croyance collective, au mythe de la toute-puissance des banques centrales.

Je partage l'analyse de Snider mais je la complète.

Mon analyse de l'inflation n'est pas seulement monétaire, le monétaire est permissif ou non mais il n'est pas cause principale. La monnaie on peut s'en servir ou ne pas s'en servir.

Mon analyse repose sur l'humeur des peuples, le sentiment de la masse qui se partage entre optimisme et/ou morosité.

Tant que la peur, la morosité seront dominantes je ne vois pas comment on pourra retrouver le chemin de la croissance, de la frontière à déplacer, la foi en l'homme. Je ne vois pas comment on pourra modifier les préférences entre la jouissance des biens et services et la jouissance de détenir de la monnaie.

Les élites qui nous gouvernent cassent la confiance en l'homme, elles sont malthusiennes en diable et ce pour des raisons organiques, matérielles: elles savent que pour reprendre sa marche en avant l'humanité a besoin de changer d'ordre social, de modifier les règles du jeu. **Or de vrai changement de l'ordre social ces gens ne veulent pas, ils veulent conserver leurs positions, leurs privilèges, donc ils mettent le couvercle sur le bouillonnement des forces vives.**

Leur façon culpabilisante d'aborder la question du climat illustre à l'évidence mon propos.

Ils ne veulent pas que nous retrouvions l'audace, la capacité à anticiper un avenir meilleur, à regarder devant nous, non ce qu'ils veulent c'est que nous vivions frileux, peureux, tremblant de perdre ce que nous avons.

Ils veulent que nous vivions les yeux rivés au rétroviseur, souffreteux, accrochés à nos fauteuils, pas devant nous. Ils nous veulent morts-vivants, zombies.

Le rapport entre le prix des actifs boursiers et le prix des biens et des services de l'économie réelle

Bruno Bertez 18 décembre 2020

Enfin une question intelligente!

C'est la question de la corrélation ou de la dé-corrélation entre le prix des actifs financiers et les prix des biens et des services réels.

Vous remarquez la réalité historique retracée par le graphique ci-dessous; les prix des actifs financiers ont pris l'ascenseur, les prix des biens et services réels ont pris l'escalier.

Pour obtenir une unité de S&P 500 il faut échanger de plus en plus de biens et services réels, c'est dire qu'il faut travailler beaucoup, beaucoup plus.

Présenté autrement, si vous êtes propriétaire d'une unité de S&P 500 vous avez de plus en plus de droits sur la production de l'économie réelle, le prix relatif de l'un par rapport à l'autre s'est modifié en votre faveur de façon considérable.

Autrement dit ce qui est posé c'est la question absolument centrale du rapport qui existe entre la sphère financière représentée par les actifs financiers et la sphère réelle représentée par les prix des biens et des services.

Nous sommes au coeur de la problématique de ce que l'on appelle la crise de déflation et au coeur même de la problématique du **chaos futur qui sera déclenché par ce que l'on appelle la Réconciliation entre les deux Sphères.**

Quelques remarques préalables s'imposent.

Puisque le pouvoir d'achat de la sphère financière a cru très vite et qu'il est considérable par rapport à la valeur de la sphère réelle, ce pouvoir d'achat s'il était exercé, c'est à dire si les détenteurs s'en servaient, alors il y aurait une inflation considérable.

Il y aurait pénurie de biens et services réels. Il n'y aurait pas assez de richesses réelles pour satisfaire les demandes de tous ceux qui se sont enrichis dans la finance.

L'écart entre la hausse des prix des actifs financiers et la hausse des prix des biens et services réels s'explique par le fait que les détenteurs de capitaux ne consomment pas tout leur enrichissement. Si ils le consommaient alors la demande de biens et services serait telle que leurs prix monteraient fortement.

L'écart entre les deux courbes de prix traduit le fait que la propension à consommer des riches est faible en regard de toutes les richesses dont ils disposent.

C'est parce que l'enrichissement des détenteurs de portefeuilles boursiers ne produit pas de consommation que l'écart existe, l'argent des riches ne ruisselle pas, il ne descend pas irriguer l'économie réelle, il ne la vivifie pas, cet argent reste stocké dans la sphère financière qui s'auto grossit.

Les autorités connaissent le lien qui devrait relier la sphère financière à la sphère réelle et les prix des actifs financiers aux prix des biens et des services: la preuve, les autorités déplorent l'absence d'inflation des prix des biens et services, elles essaient depuis 12 ans de fabriquer artificiellement de l'inflation au taux minimum de 2%. Ils essaient coûte que coûte de créer cette inflation.

Pourquoi? Parce qu'elles croient/savent qu'il doit y avoir un lien entre les deux, un rapport harmonieux.

Selon ce qu'elles ne disent pas mais que l'on reconstitue, si les prix des actifs montent mais que les prix des biens et services ne montent pas, il y a danger, les actifs financiers sont trop lourds pour l'économie réelle, et le système est déséquilibré.

Les actifs financiers sont en dernière analyse une créance sur les richesses réelles, sur le bénéfice des entreprises et sur le travail des salariés, donc si tout cela est insuffisant, alors les actifs financiers ne sont pas solvables, ils ne peuvent pas être honorés, ils n'ont pas de répondant; tout ce que l'on peut faire c'est les revendre à un autre plus stupide que soi. C'est le coup du stock de pantalons qui n'ont qu'une jambe, il peut être revendu mais les pantalons ne peuvent être portés. Ils n'ont pas de valeur d'usage ils ont uniquement une valeur d'échange auprès des sots. Une valeur Ponzi.

Les actifs financiers sont suspendus dans les airs, ils n'ont plus de soutien réel, la divergence entre le prix des richesses réelles et le prix des richesses financières promises par les bourses est un gap, un fossé.

Les richesses réelles ne peuvent plus crédibiliser les richesses promises, elles ne peuvent plus solvabiliser les promesses futures, elles ne peuvent garantir qu'elles seront honorées, elles ne leur servent plus de répondant.

Aucune autorité ne vous le dira, mais c'est implicite: le prix des richesses papier est une anticipation de flux financiers futurs, et les flux financiers futurs que ce soit des bénéfices, des cash flows, des agios, dépendent de l'activité économique réelle et du prix de ces activités.

Greenspan l'a formulé par une expression heureuse, « les flux futurs sont embedded dans les prix actuels des actifs financiers; les prix futurs sont déjà dans le lit avec les prix des actifs financiers. Les prix des actifs financiers sont une sorte d'anticipation des prix futurs des biens et services, corrigés bien sûr de la petite croissance réelle.

Encore exprimé autrement, la masse des actifs financiers est un droit de prélèvement qui sera exercé dans le futur sur les richesses réelles et si la fois la production de richesses réelles est trop faible et si leur prix ne progresse pas, alors il y a problème, le prélèvement ne peut être garanti.

Si le flux de richesses réelles exprimées en unités monétaires ne gonfle pas aussi vite que le prix des actifs financiers, il y a un écart, un trou. Un désajustement.

Les analystes financiers fondamentalistes expriment ceci par l'utilisation d 'un critère, sorte de critère de soutenabilité des valorisations boursières c'est le critère de la valeur du marché boursier, la capitalisation boursière, divisée par le GDP, la production nationale.

Si ce ratio progresse trop vite alors l'écart entre les promesses au sein de la finance et les moyens d'honorer ces promesses devient dangereux et il y a risque d'instabilité financière.

En résumé:

les prix des actifs financiers sont à notre époque produits, gonflés par la politique monétaire c'est à dire par l'inflation du bilan des banques centrales.

ceci s'explique par le fait que pour produire une unité de richesse réelle il faut produire plus, beaucoup plus qu'une unité de richesse fictive, richesse financière

il s'ensuit que ces prix des actifs financiers progressent beaucoup plus vite que les prix des biens et des services réels de l'économie.

Il y a un écart de plus en plus grand entre les deux évolutions et ceci crée une instabilité fondamentale, on ne peut y échapper.

Et elle ne cesse de croître.



2020 : la dernière année avant la ruine des épargnants

rédigé par [Eric Verhaeghe](#) 18 décembre 2020



2020 restera comme l'une des pires années depuis la défaite de Waterloo. La France a consommé une débâcle qui couvait depuis plusieurs années, et devrait sortir de cette crise dans un état pitoyable. Les années qui viennent devraient se traduire par une mise des épargnants au pilori pour retarder le plus possible le temps des ajustements inévitables dans la société française.

2020 marquera les annales, puisqu'elle signale la première pandémie mondiale traitée à coup de confinements et d'étatisations. Jusqu'ici, **les épidémies de grippe en tous genres** n'avaient jamais débouché sur des blocages mondiaux comme celui que nous connaissons aujourd'hui.

Cette nouvelle façon de gérer une crise sanitaire nous plonge dans un inconnu dont l'Histoire percera un jour le mystère.

D'ici là, on peut seulement percevoir la voie que le gouvernement suivra pour en sortir : taxer les riches, bien entendu, expression fourre-tout qui permet de justifier a priori n'importe quelle prédation pour retarder au maximum le moment où il faudra solliciter un effort collectif.

Et on a déjà commencé à mettre la main au portefeuille...

La santé n'a pas de prix, mais elle a un coût

Bien entendu, la santé n'a pas de prix. Et comme l'a dit Emmanuel Macron : « quoiqu'il en coûte », il faut sauver des vies.

On s'amusera de lire ces propos en les rapportant aux minorationes que tous les partisans de **la vaccination à outrance avec des substances mal testées** assènent dans les médias. **Il semblerait que risquer quelques morts avec des vaccins fabriqués à la va-vite soit moins gênant que risquer quelques morts du coronavirus.** Mais enfin, nous ne changerons pas la lutte d'intérêts qui se déroule sous nos yeux incrédules.

D'ici là, pour sauver des vies qui n'ont pas de prix, nous avons sérieusement mis la main au portefeuille. La facture finale devrait s'élever à 20 points de PIB, c'est-à-dire 400 ou 500 Mds€, essentiellement sortis de la planche à billets numériques que la Banque centrale européenne (BCE) fait tourner allègrement.

En réalité, il est difficile à ce stade de dresser un montant exact du coût final de cette opération. Nous ne sommes pas à l'abri d'autres rebondissements en 2021. Toute la question est de savoir combien de temps durera le fantasme d'un argent qui tombe du ciel et qui n'a pas à être remboursé.

L'inévitable tentation maduriste

Depuis que la BCE garantit aux marchés qu'elle achètera *in fine* toutes les dettes émises durant la pandémie (plus quelques autres, nous ne sommes plus à cela près), les méninges se creusent pour savoir comment rembourser ces sommes monstrueuses qu'on n'imaginait pas un jour voir défiler en temps de paix.

Forcément, ce que nous appelons la tentation maduriste a très vite pris forme. Elle consiste à préconiser une confiscation de l'argent des plus riches pour qu'ils remboursent la crise.

L'une des variantes de cette proposition consiste à ne pas rembourser la dette, tout simplement. On ferait comme si cet argent était libellé en billets de Monopoly, et on décrèterait qu'il n'a jamais existé.

Plus vulgairement, on ne peut pas ignorer que l'épargne des Français a bondi de 200 Mds€ cette année, du fait des restrictions imposées à l'offre (notamment par la fermeture des restaurants). Il ne faut pas être grand clerc pour comprendre que, dans l'esprit de Bercy, une équation est déjà en place pour récupérer ces 200 Mds€ et les mettre « au service de l'économie », c'est-à-dire au service de la dette.

Bien entendu, aucun effort sur les dépenses publiques n'est envisagé dans le même temps.

Tout est prêt pour confisquer l'épargne

Dans la pratique, tout est prêt pour procéder à cette manœuvre, et Bercy n'attend plus que le feu vert du gouvernement pour lancer ses divisions sur l'armée des épargnants.

L'année 2020 n'a pas été chômée de ce point de vue. Non seulement [la loi transposant le règlement européen d'octobre 2018 sur la circulation de l'argent liquide a autorisé par avance la confiscation de toute somme en cash qui sortirait du territoire, sous prétexte de lutter contre le blanchiment d'argent sale](#), mais on ajoutera que [l'OCDE rode et améliore en ce moment tous les échanges automatisés de fichiers permettant de traquer les non-résidents](#).

Certes, certains pays européens continuent à traîner des pieds, et pas forcément ceux qu'on croit. [Des cas comme la Belgique, pourtant si proche](#), montrent qu'il est encore possible de s'expatrier en circonvenant les mécanismes de surveillance de l'OCDE.

Il n'en reste pas moins que le piège se referme peu à peu sur les épargnants français et qu'il sera de plus en plus difficile d'échapper à la souricière. C'est une donnée à bien garder à l'esprit car, de façon pour ainsi dire rituelle, les « riches » seront les premières victimes expiatoires de la crise qui s'annonce.

Un effondrement prévisible et inéluctable

rédigé par [Bruno Bertez](#) 18 décembre 2020

Le système mondial est au bord de l'écroulement. Pour tenter de le sauver, il faut que les Bourses grimpent, grimpent et grimpent... coûte que coûte.



Le système économique et financier mondial menace de s'écrouler.

Son effondrement provoquerait la catastrophe monétaire, laquelle précipiteraient nos sociétés dans le chaos.

Pour éviter que la menace ci-dessus ne se concrétise, les autorités se sont décidées au « coûte que coûte ».

La preuve du caractère systémique de la menace est fournie par l'ampleur des « remèdes » désespérés qui sont administrés. L'amputation de votre bras prouve la gravité de la menace de gangrène.

Le coûte que coûte, c'est le déversement d'un déluge de monnaie et de crédit gratuit sur le système mondial : on doit avoir dépassé les 20 000 Mds\$, tout compris.

Ce déversement n'est efficace que parce qu'il est accompagné de la promesse que cela ne s'arrêtera pas ; il va durer longtemps, plus longtemps que vous ne pouvez l'imaginer. Cette promesse fait partie intégrante des « remèdes », elle constitue une sorte de feu vert donné au déchaînement des esprits animaux.

Il n'y a plus de long terme dans le système ainsi créé par l'illusion monétaire. Il n'y a qu'un présentisme qui va durer toujours – et qui donc incite, produit, nécessairement la spéculation.

Le jeu est gagnant à coup sûr. Non seulement on a ouvert le robinet, mais comme on sait que cela ne suffirait pas, on a complété en disant qu'il resterait ouvert.

Un coût colossal

Ce déversement de monnaie et de crédit a bien entendu un coût – un coût colossal car rien n'est gratuit.

L'escroquerie de la Théorie monétaire moderne (TMM), de la dette infinie, est là : dans la croyance en un trésor caché, en réserve, qui résiderait dans les capacités inemployées.

Hélas, c'est une imbécilité car si les capacités sont inemployées c'est parce qu'elles ne sont pas employables ; elles ne sont pas rentables. Aucun capitaliste ne se prive de la possibilité de gagner de l'argent – et si les capacités sont inemployées c'est parce qu'elles sont « inaptées au service capitaliste ».

Le capitalisme, ce n'est pas la production de biens et services, c'est la production de profit. Par conséquent, les capacités de production non utilisées ne sont pas un trésor, mais un boulet zombiesque.

La TMM impliquerait, tout comme la situation actuelle d'ailleurs implique, que l'on force le système à fonctionner à perte ou en tout cas avec un taux de profit très inférieur au taux exigé par le capital mondial.

La démonstration du coût des mesures se fait par l'absurde... et par l'expérience/l'expérimentation historique.

S'il n'y avait pas de coût, pourquoi ne pas l'avoir fait plus tôt et surtout pourquoi ne pas faire plus ! Pourquoi être modeste ?

L'existence du coût se démontre par l'absurde et par les conséquences futures.

Le moins produit le plus

Comprenez que la hausse folle des marchés boursiers constitue le prix à payer pour tenter de sauver le système.

Si vous comprenez cela vous êtes parés pour l'avenir, pour la suite des événements.

Le coût existe mais il prend la forme d'un phénomène heureux, positif : la hausse des Bourses de valeurs. Nous sommes dans la dialectique : le moins produit du plus ; le négatif se donne pour positif.

L'argent qui est déversé par tombereaux ne va que marginalement dans l'économie. Il va principalement dans la finance, dans la sphère de l'imaginaire financier où il gonfle les prix et les cours.

Argent imaginaire, il reste dans la sphère de l'imaginaire.

Le coût dissimulé et surtout différé des mesures actuelles, c'est le gonflement d'une colossale hernie des valeurs monétaires et quasi-monétaires ; c'est le gonflement de tout ce en/vers quoi la monnaie se dirige.

La monnaie ne va pas là où elle devrait aller, elle va là où elle devient bulle scandaleuse. C'est dans ce phénomène que gît le coût que personne ne perçoit, dont personne ne parle.

La monnaie imaginaire va gonfler les illusions qui préparent [sa future, nécessaire et inéluctable destruction](#). La monnaie ne s'engrosse pas d'elle-même, cela n'existe pas, elle mute en quelque chose qui va permettre la destruction future.

C'est là qu'on aperçoit que le système est intelligent dans son inconscience : il prépare son futur rééquilibrage – douloureux – pour se survivre.

L'intelligence inconsciente et objective du système comme base de l'analyse, c'est autre chose que l'hypothèse imbécile [des complotistes](#) !

Alors retenez :

– une menace d'effondrement systémique ;

– un remède, l'injection/production de monnaie et de crédit ;

– un échec, la monnaie et le crédit ne vont pas là où ils devraient aller ;

– une conséquence : une hernie fantastique dans la sphère de la finance ;

– une autonomisation de la sphère financière qui se libère, se désancre ;

– une création d'un désajustement colossal entre le réel et le financier ;

– le financier ne peut tenir que si on l'alimente, comme la montgolfière ;

– comme Ugolin, l'ogre financier dévore ses enfants ;

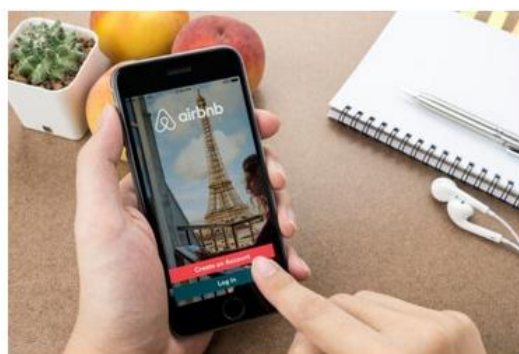
– la menace sur la stabilité financière devient le déterminant majeur du système, il ne peut plus choisir quoi que ce soit, il devient vicieux, auto-entretenu dans son vice.

Finalement on n'a fait que déplacer, amplifier et différer la menace de départ.

Airbnb, dot-coms et bonbons

rédigé par [Bill Bonner](#) 18 décembre 2020

Airbnb, DoorDash, Tesla... autant d'entreprises en perte mais que les investisseurs s'arrachent : est-il vraiment positif pour l'économie de récompenser des entreprises qui détruisent le capital ?



« [On se croirait en 1999](#) », dit un ami. « A l'époque, c'était les dot-com qui atteignaient des prix ridicules. Aujourd'hui, c'est tout à la fois. »

Au bureau hier, le déjeuner a été livré par DoorDash. Lorsque nos amis viennent à Baltimore, ils utilisent souvent Airbnb pour trouver où se loger.

Contrairement à bon nombre des dot-com de 1999, ces nouvelles entreprises à la mode fonctionnent dans le monde réel et génèrent des revenus réels...

... Mais elles ne gagnent pas d'argent. Elles en perdent. En d'autres termes, [elles détruisent de la richesse](#), elles n'en créent pas.

Voilà ce qui arrive quand il coûte plus cher de fournir un service ou un produit qu'on ne gagne en le vendant. Non seulement on perd de l'argent, mais le capital est gâché... et perdu pour toujours.

Nous partons de l'hypothèse que tout comme la mauvaise monnaie chasse la bonne (loi de Gresham), le mauvais capital détruit le bon (loi de Bonner).

Le capital, c'est ce qui crée la richesse. C'est la réussite d'hier. C'est l'épargne. C'est les usines, les banques, les marchés, les brevets, les machines, les autoroutes, la connaissance, les compétences, les pipelines et les entrepôts.

Le capital, c'est ce qui rend un pays riche et un autre pauvre. **Et le vrai capital, c'est ce que les génies de la Réserve fédérale détruisent en ce moment.**

Regardons cela de plus près...

Les parieurs gagnent

Le problème, avec Airbnb, DoorDash et des centaines d'autres, ce n'est pas simplement qu'ils perdent de l'argent... mais que leurs *business models* ne rapporteront probablement jamais rien.

Ils peuvent augmenter les ventes, mais s'ils tentent d'augmenter leurs marges... les concurrents leur enlèvent des parts de marché.

C'est le même problème avec [Tesla et Elon Musk](#). L'entreprise a fait les gros titres en étant une pionnière hardie... principale sur le marché des véhicules électriques.

Mais elle ne ressemble pas à Amazon. Ceux qui veulent un nouveau grille-pain peuvent recourir à Amazon pour trouver la meilleure affaire au meilleur prix, mais ils ne peuvent pas se tourner vers Tesla pour trouver la meilleure voiture électrique.

Pour la plupart des consommateurs, acheter une voiture... ou même acheter son déjeuner... vaut la peine de passer un peu de temps à chercher le prix le plus bas.

Maintenant que les grands constructeurs produisent eux aussi des voitures électriques, Tesla n'est qu'une option parmi de nombreuses autres. Par ailleurs, elle a de nombreux désavantages concurrentiels (manque de distributeurs... réseaux de garages moins nombreux, etc.)

Cela n'empêche pas les investisseurs de croire qu'ils peuvent gagner de l'argent en achetant TSLA ou toute autre action brûlante.

Ces derniers jours, tant Airbnb que DoorDash ont vendu des actions pour lever des fonds (afin de couvrir leurs pertes). Les deux opérations ont fait grimper les cours en flèche, rapportant des milliards de dollars de profits à ceux qui s'étaient positionnés en avance.

Les parieurs ont gagné de l'argent. Mais [le monde a-t-il gagné en capital](#) ? Ou perdu ? Le monde va-t-il mieux lorsque les investisseurs fournissent des capitaux à des entreprises qui le détruisent ?

Une chute radicale

Là, nous nous tournons vers Bloomberg : tandis que les brasseurs d'argent rusés gagnent de l'argent en tradant les actions d'entreprises qui perdent du capital, le citoyen moyen, qui n'en avait pas beaucoup à la base, commence à en manquer...

« Les bas de laine des Américains se réduisent depuis des mois, particulièrement chez les ménages à bas revenus, soulignant la situation financière déjà précaire de millions de gens qui pourraient bientôt perdre leurs allocations chômage. »

Le solde du compte courant d'un ménage médian avait grimpé de 65% après l'arrivée des chèques de relance en avril [...], mais est en déclin constant depuis mai, selon un rapport publié mercredi par le JPMorgan Chase Institute.

[...] Le JPMorgan Chase Institute, qui fait partie de la plus grande banque américaine, estime que 9,4 millions de personnes pourraient perdre leurs allocations chômage à la fin du mois si le Congrès n'agit pas. La vaste majorité d'entre eux bénéficient de l'Assistance chômage pandémie, un programme qui verse des allocations à ceux qui ne sont pas traditionnellement éligibles, comme les travailleurs de la 'gig economy'. »

Lorsque les allocations ne seront plus versées, que se passera-t-il ? Les dépenses « chuteront radicalement », selon les experts. <Ce qui va accentuer les chiffres négatifs de récession.>

Toujours plus de fausse monnaie

Que peut-on y faire ? Pas d'inquiétude : les autorités sont sur le coup. De NBC News :

« Les législateurs tentent de parvenir à un accord d'ici vendredi, date limite pour que le Congrès adopte une législation permettant de financer le gouvernement. Les dirigeants des deux partis espèrent rattacher le plan d'aide Covid-19 à la loi de financement du gouvernement. »

‘Nous ne partons pas, je vous l’assure. Nous ne partirons pas tant que nous n’aurons pas terminé ce plan’, a promis McConnell. »

Le « plan », évidemment, consiste à [distribuer plein d’argent](#). Nos lecteurs nous accuseront de fouetter un cheval mort, pour employer une expression anglo-saxonne, lorsque nous soulignerons que les autorités n’ont pas d’argent à mettre dans un plan.

Mais cette haridelle n’est pas morte... de loin pas.

Elle trotte au contraire sous nos yeux... pleine de vie. Qui doute que donner de l’argent est non seulement une bonne idée... mais que c’est nécessaire ? Quel économiste ne vous dit pas que lorsque l’économie s’affaisse, on la redresse en augmentant « la demande » ?

Quel politicien ne vous dira pas qu’il fournit « une aide aux familles d’Américains qui travaillent dur » en imprimant de l’argent facile et en le distribuant par les rues de toute la ville ?

Et si ces Américains travaillent dur... pour DoorDash, disons... ou pour l’Agence des petites entreprises ?

Ou s’ils ne travaillent pas du tout ?

Comme un papy se dirigeant vers une aire de jeux, les autorités se préparent à distribuer des bonbons.

Est-ce que cela va aider les enfants ? Ou bien est-ce que cela leur donnera juste des caries ?

= = = =